



**PLANÈTE
ENFANTS &
DEVELOPPEMENT**

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020



**ASSOCIATION POUR LA PROTECTION, L'ÉDUCATION
ET L'INTÉGRATION DES ENFANTS LES PLUS VULNÉRABLES**

RAPPORT MORAL

Nous envisagions l'année 2020 comme celle de tous les défis : elle a tenu ses promesses. Avec la crise sanitaire, économique et sociale qui s'est abattue sur le monde, nos équipes ont redoublé d'efforts pour adapter notre intervention et rester aux côtés des plus vulnérables.

Merci à tous nos partenaires, donatrices et donateurs, bénévoles, adhérent.e.s, administratrices et administrateurs, de s'être mobilisé.e.s à nos côtés.

**« NOUS ENVISAGIONS L'ANNÉE 2020
COMME CELLE DE TOUS LES DÉFIS :
ELLE A TENU SES PROMESSES. »**

Le Népal a vécu une année très difficile avec un arrêt de ses activités pendant plus de 8 mois. Comme toujours, les femmes et les enfants se sont rapidement retrouvés parmi les premières victimes de la pandémie : sans emploi, sans école. Nous nous sommes donc mobilisés pour apporter une aide financière exceptionnelle à près de 300 femmes sans revenus et pour rompre l'isolement des enfants en proposant une classe virtuelle et la distribution de kits pédagogiques. Et malgré beaucoup de retard, nous avons enfin lancé la construction d'un nouvel internat pour les adolescentes de la communauté Chepang.

Les habitants des bidonvilles de Phnom Penh au Cambodge ont également beaucoup souffert. Près de 380 familles ont reçu notre soutien financier en urgence.

C'est pourquoi je suis d'autant plus touchée par cette médaille de bronze des Prix Mondiaux de l'habitat, qui récompense notre travail pour améliorer les conditions de vie des familles dans ces quartiers précaires et met en lumière le courage de ces femmes et ces hommes.

Je suis également fière du chemin parcouru avec les usines textiles : elles ont désormais pris le relais pour assurer la santé au travail de leurs employé.e.s. C'est désormais un beau défi qui nous attend pour les embarquer dans le développement de 22 crèches dans les villages où vivent les ouvrières.

Autre défi de taille : la mise aux normes de 100 écoles maternelles communautaires. Elles ont été fermées une grosse partie de l'année. Mais l'équipe a été recrutée, les études de besoins achevées, les activités vont pouvoir s'intensifier en 2021.



EMMANUELLE BOURGUEIL
**PRÉSIDENTE DE PLANÈTE ENFANTS
& DÉVELOPPEMENT**

Une page se tourne au Vietnam. Après 9 ans de travail social à Ho Chi Minh Ville, nous passons la main aux acteurs locaux pour la protection sociale de la population. Nous avons réussi à coordonner un réseau de prestataires sociaux, les centres sociaux que nous soutenions sont désormais autonomes.

Au Burkina Faso enfin, c'est autant à la menace terroriste qu'au Covid-19 que nos équipes ont dû faire face avec détermination.

Toujours pionnier dans ce domaine, le développement de la filière d'assistante maternelle se poursuit avec le suivi des stages et l'insertion professionnelle de notre première promotion de femmes formées.

Et parce que nous sommes plus que jamais convaincus que les inégalités doivent être combattues dès la naissance et que les familles doivent être soutenues pour protéger et éduquer leurs enfants, nous avons posé les premières pierres en 2020 d'un grand programme multi-pays pour le développement de la Petite Enfance et d'un nouveau projet pour la protection sociale des familles au Laos.

La crise du Covid-19 va accentuer les inégalités et créer de nouvelles poches de pauvreté, nos ambitions ne doivent pas faiblir. Nous sommes prêts et motivés pour les prochains mois.

**Merci pour votre confiance,
merci pour votre soutien.**



SOMMAIRE

04

CHIFFRES CLÉS 2020

05

**NOTRE PROJET
ASSOCIATIF**

08

NOS RÉALISATIONS

*PETITE ENFANCE
ACCOMPAGNEMENT FAMILIAL
LUTTE CONTRE LES VIOLENCES
SANTÉ MATERNELLE ET INFANTILE
INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE*

10

LES PROJETS PAR PAYS

*11. LE CAMBODGE
18. LE VIETNAM
24. LE NÉPAL
30. LE BURKINA FASO
37. LA FRANCE*

38

**GESTION ET
ORGANISATION**

*38. LES COMPTES 2020
40. LES PARTENAIRES
42. GOUVERNANCE ET EQUIPE
EXECUTIVE*

44

**LES FAITS
MARQUANTS**

47

LES PERSPECTIVES

Rapport d'activité 2020

Directrice de la publication : Véronique Jenn-Treyer

Contributeurs : Buddi Shrestha, Maya Verbist, Jean-Baptiste Douillet Romand, Nassima Elouady, Sok Sovannarith, Pauline Grézaud, Mao Sophors, Andrea Cefis, Claire Heullin, Stéphanie Selle, Julia Levivier, Isabelle Barreau, Béryl Bogui, Cassandra Fallon, Tai Anh Nguyen, Vy Tu, Estelle Dahani, Gilbert Dah Olo, Arnaud Tougma, Moustapha Ouattara, Edmonde Idani/Yaogo, Estelle Zongo, Véronique Jenn-Treyer, Elisabeth Minebois, Frédéric Moniolle, Fabienne Tainturier, Sophie Ganeau,

Coordinatrice rédactionnelle : Sylvie Morin-Miot

Mise en page : Louis Pieters

Impression : ICO Imprimerie

Tirage à 80 exemplaires

CHIFFRES CLÉS 2020

PLANÈTE ENFANTS & DÉVELOPPEMENT

CE SONT **21 PROJETS**

DANS **5 PAYS**

NOS ACTIONS ET RÉSULTATS

16 000 — ENFANTS PROTÉGÉS, ÉVEILLÉS, SCOLARISÉS

7 500 — FEMMES IMPLIQUÉES

480 — FAMILLES ACCOMPAGNÉES

60 — ÉCOLES MATERNELLES SOUTENUES

2400 — FEMMES PROTÉGÉES OU SENSIBILISÉES
CONTRE LES VIOLENCES

95 000 — PERSONNES TOUCHÉES PAR NOS ACTIVITÉS

DONT **26 000** BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

VOLUME D'ACTIVITÉ

85% — DU BUDGET CONSACRÉ À NOTRE MISSION SOCIALE

3 MILLIONS € — DE BUDGET

LES ÉQUIPES

14 — PARTENAIRES LOCAUX

41 — SALARIÉS LOCAUX

10 — VOLONTAIRES/EXPATRIÉS

5 — SERVICES CIVIQUES

10 — SALARIÉS AU SIÈGE

294 — JOURS DE BÉNÉVOLAT

LES DONATEURS

2 980 — DONATEURS ACTIFS

NOTRE PROJET ASSOCIATIF

36 ANS D'EXPERIENCE

Planète Enfants & Développement, association loi 1901, apolitique et non confessionnelle, est née de la fusion de deux associations de solidarité internationale aux valeurs communes en 2016.

L'association est implantée dans **4 pays** :

- Au **Cambodge** depuis 1984
- Au **Népal** depuis 1992
- Au **Vietnam** depuis 1992
- Au **Burkina Faso** depuis 2004.
- A partir de 2020, elle étudie son déploiement au **Laos** et au **Togo**.



NOTRE MISSION

Planète Enfants & Développement agit au quotidien pour **protéger, éduquer et intégrer les enfants les plus vulnérables**.

Nous donnons les moyens aux familles, éducateurs, associations locales et pouvoirs publics d'offrir aux enfants un environnement protecteur, non violent, stable et stimulant, conditions nécessaires à leur développement et leur épanouissement.

Véritables catalyseurs de changement, nous avons par exemple créé le modèle d'**école communautaire** au **Cambodge**, la **filière d'assistante maternelle** au **Burkina Faso** ou encore insufflé dans plusieurs pays un dispositif d'**assistance sociale** pour sortir les familles de la précarité.

NOS VALEURS

- Agilité, déploiement des projets en mode start-up
- Coopération et co-construction de projets "sur-mesure" avec toutes les parties prenantes, grâce à un fort ancrage local
- Autonomisation des parties prenantes
- Une équipe d'experts locaux & internationaux, à Paris et dans les pays d'intervention
- Respect des droits, de l'égalité des genres et de l'environnement
- Frais de fonctionnement limités à 15% du budget
- Redevabilité

NOTRE AMBITION

"L'ÉGALITÉ DES CHANCES POUR TOUS LES ENFANTS."



NOTRE DÉMARCHE

Organisation à taille humaine, **Planète Enfants & Développement** travaille en partenariat avec les populations et les acteurs locaux pour garantir la pertinence des projets, leur autonomie et leur impact. Elle cherche l'efficacité et les résultats, tout en étant dans une démarche de progrès permanent.

Depuis 5 ans, PE&D fait de l'entrepreneuriat social un levier pour le renforcement de ses actions et leur pérennité. En 2020, nous soutenons 3 projets sous forme d'entreprise sociale : le salon d'apprentissage en manucure Lá Nails au **Vietnam**, l'entreprise de jeux et jouets BiiBop au **Burkina Faso** et la crèche Kidora au **Cambodge**. Ce modèle vise à dégager des bénéfices à ré-investir dans la mission au profit des populations soutenues, mais aussi à pérenniser les services proposés.

NOTRE SAVOIR-FAIRE

DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

Les six premières années de l'enfant sont les plus importantes pour son avenir. Les sciences le démontrent : ses expériences et ses relations affectives forgent son approche du monde extérieur. Elles posent les bases de son évolution, de sa réussite scolaire et professionnelle, de son bien-être et de son épanouissement. Pourtant, les inégalités entre les enfants sont déjà très fortes dès 3 ans, au moment de l'entrée à l'école.

La pauvreté et ses conséquences constituent un risque majeur qui peut les empêcher d'atteindre leur plein potentiel.

Dans les pays où intervient Planète Enfants & Développement, les services liés à la Petite Enfance sont rares ou de faible qualité, en particulier pour les enfants de moins de 3 ans. Les parents les plus vulnérables méconnaissent les bienfaits des soins, de l'éveil et des apprentissages sur le développement des enfants. Mais beaucoup ont compris l'enjeu de l'éducation pour leur réussite. PE&D souhaite donc développer une stratégie ambitieuse au service du développement des enfants de moins de 6 ans, en particulier les plus défavorisés.

ACCOMPAGNEMENT FAMILIAL

Dans les pays où nous travaillons, de nombreuses familles fuient la campagne pour la ville dans l'espoir d'y trouver un travail et d'améliorer leurs conditions de vie. La pression démographique est telle que les services et l'urbanisation ne suivent pas. Beaucoup d'entre elles se retrouvent en périphérie des villes, dans des conditions de logement et d'emploi très précaires. Sans connaissance de leur nouvel environnement, en perte de confiance, discriminées, la plupart ne font que survivre.

L'Accompagnement Familial a pour but d'améliorer durablement les conditions de vie de ces populations très vulnérables en les rendant actrices de leur propre développement. **Des familles en grande difficultés sont identifiées et bénéficient d'une assistance sociale pendant 6 à 9 mois.** La méthode consiste à leur apporter des informations et un suivi psychosocial pour leur donner confiance en elles (la base pour avancer) et les aider à résoudre leurs difficultés par elles-mêmes. Nous créons un pont entre ces familles et les services publics et privés auxquels elles peuvent s'adresser selon leurs besoins (problèmes financiers, de santé, d'emploi, de violence...).

En 2020, **154 familles ont été suivies par des travailleurs sociaux** dans les bidonvilles de Phnom Penh au Cambodge par exemple.

INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE

En réseau avec des centres de formation professionnelle, des coopératives ou autres groupes sectoriels, nous intervenons auprès de jeunes de plus de 14 ans non scolarisés, peu aidés par leur famille ou encore victimes de violences, pour faciliter leur insertion dans la société et leur permettre de trouver un emploi.

Nous accompagnons également des femmes isolées et en échec scolaire particulièrement, à se former et à développer des activités professionnelles.

Fin 2019, début 2020, nous avons par exemple formé 159 femmes au métier d'assistante maternelle au Burkina Faso.



« Si nous changeons le début de l'histoire, nous changeons toute l'histoire. »

Avec les grandes organisations internationales comme l'Unicef, la Banque Mondiale et l'OMS, PE&D s'inscrit pleinement dans l'approche globale dite « nurturing care » (les soins attentifs pour le développement de la petite enfance).

Dans cet esprit, nous lançons en 2020 la première phase d'un programme ambitieux, multi-pays, pour que la prise en charge des enfants de 0 à 6 ans devienne une priorité dans nos pays d'intervention.



SANTÉ MATERNELLE ET INFANTILE

La santé de la femme pendant sa grossesse est essentielle pour le développement de l'enfant. **En 2020, nos actions se sont concentrées dans les usines textiles au Cambodge** où le rythme de travail et l'éloignement de leur lieu de vie coupent les jeunes femmes qui y sont employées des services de santé publics. Notre projet propose donc un modèle d'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive pour les ouvrières.

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES

Les violences dont sont victimes les enfants nuisent à leur bien-être et à leur développement. Elles constituent également une violation de leurs droits. Chaque enfant a le droit d'être protégé de la violence, de la maltraitance et de toute forme d'abus et d'exploitation, comme le stipule la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

Les violences envers les femmes sont tout autant inacceptables.

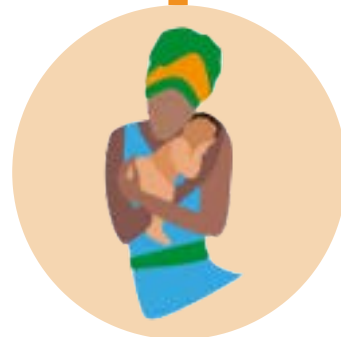
Nos actions dans ce domaine sont essentiellement tournées vers la lutte contre la traite des êtres humains et contre les violences domestiques et sexuelles.

En 2020, nous avons par exemple formé, au Vietnam, des agents relais dans les communautés ainsi que les travailleurs sociaux de notre partenaire SCDI à notre méthodologie d'approche des victimes de violences fondées sur le genre.

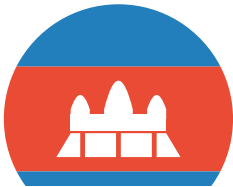
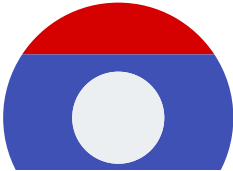
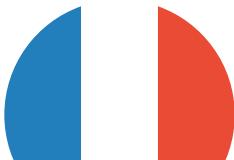
PLAIDOYER

Planète Enfants & Développement mène des actions de plaidoyer dans ses pays d'intervention et en France. L'association s'appuie sur un réseau de partenaires associatifs qui partagent tout ou partie de son combat pour sensibiliser le Grand Public. Son action de plaidoyer sur le terrain vise à soutenir ces associations partenaires pour :

- faire appliquer les lois en matière de protection des enfants et des femmes contre les violences domestiques et la traite, mais aussi les lois concernant l'émigration.
- former les acteurs locaux et notamment les autorités aux cadres législatifs et réglementaires
- dénoncer la banalisation de la prostitution et le risque de la réglementation.



NOS RÉALISATIONS EN 2020

	Petite Enfance	Accompagnement familial
 CAMBODGE	- Des crèches pour les enfants des ouvrières du textile (EBSS) - Des crèches dans les villages (CBCC) - La crèche Kidora, entreprise sociale - Vers la mise aux normes de 100 maternelles communautaires (100 CPS)	- Un accompagnement psycho-social dans les bidonvilles de Phnom Penh (HALI) - Des logements rénovés pour les habitants de Phnom Penh (HALI)
 VIETNAM	Investir dans la Petite Enfance	L'assistance sociale pour les familles vulnérables (360)
 NEPAL	- La protection et l'éducation des enfants de femmes exploitées à Katmandou (La maternelle de l'Espoir) - La formation des enseignants de maternelle dans le district de Dhading et à Katmandou	L'assistance sociale pour les familles Chepang dans le district de Dhading
 BURKINA FASO	- La création de la filière d'assistante maternelle - Des outils pédagogiques innovants avec la BOP et l'entreprise Biibop - Tous les enseignants de maternelles publiques formés aux nouveaux supports pédagogiques - Des écoles maternelles renforcées à Ouagadougou	L'assistance sociale pour les familles vulnérables dans la boucle du Mouhoun et le centre ouest (PEPS)
 LAOS		Vers la protection sociale des plus précaires (PAÏ)
 FRANCE	Plaidoyer avec le Groupe Enfance : pour que les Droits de l'Enfant soient respectés	

Lutte contre les violences	Santé maternelle et infantile	Insertion socioprofessionnelle
La prévention et le soutien des femmes victimes de violences domestiques (HALI)	Des services de santé pour les ouvrières du textile (EBSS)	
La prévention et le soutien des femmes victimes de violences (360)	La détection et la prévention des malnutritions infantiles	- Des jeunes orientés, formés et intégrés (360) - Un salon de manucure d'apprentissage : Lá Nails - Le projet Imagine, pour mieux vivre ensemble
La formation et l'émancipation des femmes dans le district de Dhading et à Katmandou		
Le déploiement de « l'école des maris » dans la boucle du Mouhoun et le centre ouest (PEPS)	- Le renforcement du planning familial dans la boucle du Mouhoun et le centre ouest (PEPS) « Mémoire d'éléphant », pour que les enfants apprennent à se laver les mains	- Un collège à Koubri pour lutter contre le décrochage scolaire - La création de la filière d'assistante maternelle
Plaidoyer avec le Collectif Ensemble contre la traite des êtres humains		

CONVENTION PROGRAMME

"INVESTIR POUR LA PETITE ENFANCE"



EN BREF

- **Où ?** Burkina Faso, Cambodge, France, Népal, Vietnam, Togo
- **Quand ?** Août 2020 – Juillet 2023 (phase 1)
- **Objectifs ?** Lutter contre la pauvreté et les inégalités en investissant dans la Petite Enfance
- **Partenaires opérationnels ?** 11 organisations de la société civile
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Voir chaque projet Petite Enfance concerné par la Convention
- **Budget ?** Voir chaque projet Petite Enfance concerné par la Convention

Pourquoi investir dans la Petite Enfance ?

Les études scientifiques l'ont prouvé, c'est en intervenant dès le plus jeune âge que l'on peut prévenir les inégalités, donner à chaque enfant la chance de développer son plein potentiel et de devenir acteur pour l'avenir de son pays. Pour un maximum d'impact, les interventions doivent donc concerner les enfants de 0 à 6 ans et inclure fortement les parents.

Quelle est la situation actuelle dans les pays d'intervention ?

Dans chaque pays où nous intervenons, la demande en modes de garde professionnels pour les jeunes enfants est de plus en plus importante mais les services sont encore rares et de qualité insuffisante. Les sociétés changent : les femmes ont davantage accès à l'emploi formel, les familles sont plus éclatées, les modèles traditionnels sont questionnés. La diminution du nombre d'enfants par famille donne davantage d'ambition aux parents pour leurs enfants. Beaucoup sont prêts à investir pour leur réussite scolaire. Cependant les familles, en particulier les moins éduquées mais pas seulement, manquent de connaissances sur les besoins spécifiques des jeunes enfants pour leur développement psycho-cognitif.

Au Népal par exemple, l'école primaire comprend une classe maternelle pour les 3-6 ans mais les enseignants sont souvent très démunis face à cette classe d'âge car ils n'ont pas reçu de formation spécifique.

Au Burkina Faso, le taux d'inscription à l'école maternelle est très faible, la formation des enseignants est encore assez traditionnelle et les enfants n'ont pas de jouets dans leurs classes. Concernant les enfants âgés de 0 à 3 ans, les pays où nous intervenons ne proposent pas de formation qualifiante pour les garder et les éduquer. Sans qu'il y ait de données officielles, nous savons aussi que les crèches sont très peu nombreuses et inaccessibles aux familles vulnérables.

« **DANS CHAQUE PAYS OÙ NOUS INTERVENONS, LA DEMANDE EN MODES DE GARDE PROFESSIONNELS POUR LES JEUNES ENFANTS EST DE PLUS EN PLUS IMPORTANTE MAIS LES SERVICES SONT ENCORE RARES ET DE QUALITÉ INSUFFISANTE. »**

Quel est le programme conçu par PE&D pour répondre aux besoins en Petite Enfance ?

Face à une société en pleine mutation, en demande de services de Petite Enfance de qualité et accessibles au plus grand nombre, PE&D profite d'une solide expérience auprès des 3-6 ans pour développer un programme ambitieux et multi-pays au service du développement des enfants de 0 à 6 ans, en particulier des plus défavorisés, avec le soutien de l'Agence Française de Développement.

La convention-programme est le dispositif idéal pour pousser plus loin une stratégie, grâce, entre autres, au renforcement de l'expertise de toutes les parties prenantes. Pour concevoir ce programme, PE&D a travaillé avec de nombreux acteurs locaux (autorités locales, associations - la plupart partenaires depuis plusieurs années sur cette thématique, certains nouveaux), qui ont montré une volonté de renforcer les actions pour la Petite Enfance et d'en développer de nouvelles. Cette conjugaison de volontés et de réflexions a permis à PE&D de mûrir cette convention-programme qui a l'ambition d'apporter des changements à grande échelle aux niveaux nationaux.

La durée globale de mise en œuvre de cette convention-programme est envisagée sur 9 ans, avec 3 phases successives de 3 ans :

- **la 1ère phase** vise à développer l'accès et la qualité des services publics, communautaires et privés de la petite enfance et à améliorer les pratiques éducatives des familles.
- **la 2ème phase** visera à étendre des services Petite Enfance, notamment pour les 0-3 ans. Cela passera par la mise en place d'un cadre légal structuré et opérationnel ainsi que la création de services de renforcement des capacités accessibles aux structures et acteurs de la Petite Enfance publics et privés. Elle visera également l'intégration de la Petite Enfance dans les politiques publiques comme une priorité, avec des dispositifs pour toucher les familles les plus démunies.
- **la 3ème et dernière phase** visera à renforcer des actions menées précédemment pour en assurer la durabilité, avec une plus forte composante capitalisation et plaidoyer.



Concrètement, comment la convention-programme est-elle mise en œuvre dans chaque pays ?

Chaque projet est mené dans un pays par une équipe dédiée en direct ou en appui à des partenaires locaux. La cohérence et l'animation de la convention-programme sont assurés en France par une coordinatrice. Cette dernière est accompagnée par une éducatrice de jeunes enfants, experte Petite Enfance, qui formalise l'approche pédagogique de PE&D et appuie les équipes projets des pays. Ces dernières renforcent les compétences des partenaires et appuient toutes les activités Petite Enfance de leur pays.

Les expériences réussies dans certains pays seront dupliquées et adaptées dans un autre pays selon le contexte local. A titre d'exemple, la Boîte à Outils du Préscolaire digitale (BOP), développée au Burkina Faso, sera dupliquée au Cambodge et au Népal.

Tous les projets seront évalués. Ainsi, grâce aux échanges d'expérience et à la capitalisation, les phases suivantes de la convention-programme soutiendront des actions plus globales pour la petite enfance dans chaque pays, avec un véritable effort de plaidoyer auprès des pouvoirs publics.

AU TOTAL, 480 000 ENFANTS DE 0 À 6 ANS SERONT BÉNÉFICIAIRES DIRECTS ET INDIRECTS DU PROGRAMME DE CETTE 1ÈRE PHASE.

Quelle est la vision stratégique de la convention-programme ?

Au terme des 9 ans de la convention-programme (3 phases de 3 ans envisagées), **PE&D souhaite que la prise en charge des 0-6 ans soit une priorité dans nos pays d'intervention :**

- au niveau des pouvoirs publics (qui y consacrent des moyens concrets dédiés)
- au niveau des familles (qui ont acquis une très bonne connaissance du développement du jeune enfant et de ses besoins).

PE&D ambitionne que les taux de préscolarisation progressent et que la qualité de l'éducation s'améliore, en particulier avec l'utilisation reconnue comme indispensable de matériel pédagogique (jeux et jouets) ; que les pays d'intervention disposent de modèles de centre d'accueil pour les 3-36 mois pérennes, de qualité et accessibles au plus grand nombre, aussi bien en milieu urbain que rural, avec un dispositif d'encadrement socio-sanitaire opérationnel.

PE&D vise le développement et la reconnaissance d'une filière professionnelle porteuse d'emplois, formant du personnel qualifié et engagé.

CAMBODGE

"DES SERVICES DE QUALITÉ POUR LES TOUT-PETITS ET DES CONDITIONS DE VIE DIGNES POUR LES FAMILLES"



EN QUELQUES CHIFFRES :

16,48 millions d'habitants*

PHNOM PENH, la capitale

KHMER, la langue officielle

70 ANS d'espérance de vie*

La croissance économique rapide du Cambodge ces dernières années cache en réalité de grandes disparités et laisse sur le bord de la route toute une frange de la population.

La pauvreté dans les campagnes et l'espoir de trouver un travail en ville ont entraîné un exode rural massif vers la capitale du pays. En effet **à Phnom Penh, 1 personne sur 5 vit dans un bidonville, dans des conditions insalubres, et rencontre des problèmes quotidiens d'accès à l'eau et à l'hygiène**. Les quartiers précaires développés près des fleuves et canaux de la ville, sont constamment menacés d'inondations et d'incendies. Une situation d'autant plus alarmante qu'en 2050, 36% de la population cambodgienne devrait habiter en ville.

Par ailleurs, le développement de l'industrie textile a attiré de nombreuses jeunes femmes. Elles travaillent six jours par semaine et passent beaucoup de temps dans les transports pour rejoindre les usines, ce qui leur laisse peu de temps libre pour s'occuper de leurs enfants et de leur propre santé. Les mères qui travaillent ont du mal à concilier leur vie professionnelle et familiale. La plupart d'entre elles sont obligées de demander de l'aide à leurs parents ou à des proches, même si cela implique de se séparer de leurs enfants si les familles vivent dans une autre province. Stress, démotivation et absentéisme au travail sont fréquents pour ces femmes.

Les jeunes enfants qui ne sont pas encore scolarisés pâtissent de cette situation. Seuls 25 % des enfants vont à l'école maternelle au Cambodge. Les écoles publiques manquent et de nombreuses communes n'ont pas les capacités techniques et financières de gérer des écoles communautaires. La prise en charge professionnelle des enfants, dès leur plus jeune âge, est un véritable enjeu pour lutter contre les inégalités qui se creusent.

- Taux de mortalité infantile : **23 pour mille***
- Taux d'inscription brut au pré-scolaire : **25 %***
- Taux de scolarisation brut au primaire : **106 %***
- Taux d'alphabétisation : **81%***
- Indice de développement humain : **0,594 /1 → 144e /189****
- Indice d'inégalité de genre : **0,474 /1 → 117e /162****

*(Banque Mondiale, 2019)

** (PNUD 2020)

-Taux brut de scolarisation : nombre d'étudiants scolarisés dans un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population de la tranche d'âge théorique qui correspond à ce niveau d'enseignement. Un taux de scolarisation brut élevé indique un degré élevé de participation, que les élèves appartiennent au groupe d'âge officiel ou non (Unesco)

-Indice de développement humain (IDH) : mesure le niveau moyen atteint dans trois dimensions : vie longue et en bonne santé, connaissances et niveau de vie décent (PNUD).

-Indice d'inégalité de genre : inégalités entre les hommes et les femmes dans trois dimensions : santé procréative, autonomisation et marché du travail (PNUD).

Des inégalités exacerbées en 2020 suite à la crise de la Covid-19



Pour empêcher la propagation du virus, le gouvernement a pris des mesures préventives très strictes. La fermeture des frontières du pays a pénalisé le tourisme, source importante de revenus.

Les habitants des quartiers précaires de Phnom Penh ont été touchés de plein fouet par la crise économique. Beaucoup ont perdu leur emploi. De nombreuses familles ne parviennent plus à couvrir leurs besoins essentiels et à nourrir leurs enfants. Les femmes ont vu leurs tâches quotidiennes s'alourdir et les violences domestiques se sont multipliées.

La Covid-19 a mis en évidence les inégalités en matière d'éducation entre les zones urbaines et rurales et entre les riches et les pauvres. Une étude que nous avons menée dans la Province de Kampot en juillet 2020 révèle que 75% des enfants n'ont pas eu accès à l'enseignement à distance pendant les périodes de fermeture des écoles.

Si le Cambodge a évité une crise sanitaire en 2020, les conséquences socio-économiques demeurent, avec un impact négatif durable et disproportionné sur les populations les plus pauvres et les plus vulnérables.

PROJET

DES SERVICES SOCIAUX EN USINES (EBSS)

EN BREF

- **Où ?** Phnom Penh et province de Kampong Speu
- **Quand ?** Mai 2017 – Septembre 2020
- **Objectifs ?** Améliorer les conditions des ouvrières des usines textiles
- **Partenaires opérationnels ?** Krousar Yoeung, People & Baby, les centres de santé
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Agence Française de Développement (AFD), Fondation Weave Our Future (WOF), Fondation People & Baby, Fondation AM Moreau, Groupe de l'OCDE pour la lutte contre la faim, Banque Mondiale.
- **Budget ?** 660 000€

Pendant plus de 3 ans, Planète Enfants & Développement a soutenu 7 usines de confection pour qu'elles se mettent en conformité avec les lois sur la garde d'enfants, la santé et la sécurité au travail et qu'elles changent en profondeur.

LA SANTÉ AU TRAVAIL DANS 6 USINES TEXTILES

L'expérimentation des services de santé dans les usines textiles Great Peace, Orient International, Dali, Jacka Shoes, Shui Yat et Cerie a débuté en 2018. Pendant la durée du projet, PE&D a apporté un soutien technique et financier pour rénover et équiper les infirmeries de ces 6 usines, afin de les rendre conformes aux directives nationales cambodgiennes publiées en 2017. Nous avons également fourni au personnel des infirmeries une formation régulière et un coaching hebdomadaire en matières d'hygiène, de compétences médicales et organisationnelles.

Dans le cadre d'un programme de Santé Sexuelle et Reproductive, le personnel de PE&D a organisé, avec les usines et les centres de santé publics, des consultations prénatales sur le lieu de travail. Les sages-femmes des centres de santé ont ainsi assuré tous les mois des consultations pour les travailleuses enceintes. Des consultations gynécologiques et de planning familial ont également été expérimentées. En plus de sessions de sensibilisation régulières, PE&D a formé et soutenu dans chaque usine, un réseau de volontaires – dits pairs-éducateurs.trices – pour sensibiliser leurs collègues à la santé sur le lieu de travail.

Pendant la pandémie de Covid-19, une usine a fermé temporairement. Les autres ont réduit leurs effectifs en raison de retards dans la réception des matières premières. Notre équipe a donc travaillé en étroite collaboration avec les 5 usines encore ouvertes pour faire de la prévention. Nous avons ainsi informé les employé.e.s sur la maladie, distribué des affiches et du savon.



ZOOM SUR L'ÉVALUATION DU PROJET

Le Cabinet indépendant Angkor Research & Consultation Ltd, basé à Phnom Penh, a évalué le projet de novembre 2019 à avril 2020. Il a réalisé une enquête auprès d'un échantillon de 400 ouvrières. 75 entretiens qualitatifs ont également été menés avec l'ensemble du personnel des infirmeries, les directeurs des ressources humaines, les pairs éducateurs.trices et les parties prenantes locales publiques et privées (syndicats, autorités locales, acheteurs).

Quelques enseignements :

- **Des infirmeries plus performantes**, en termes d'organisation, d'infrastructure, de matériel, mais aussi de compétences et confiance en soi de leurs personnels.
- **Des employé.e.s plus informé.e.s en matière d'hygiène et de santé** (infections sexuellement transmissibles, méthodes de contraception, ...) et des changements de comportements observés (consultations pré-natales et post-natales, ...)
- **Une baisse de l'absentéisme** : les employé.e.s plus sensibles à leur santé sont moins susceptibles d'être malades. Par ailleurs les maladies mineures peuvent être traitées par le personnel de l'usine. Enfin, les femmes enceintes ne sont pas obligées de s'absenter pour leurs rendez-vous médicaux.

En raison des restrictions gouvernementales pendant la pandémie de Covid-19, l'atelier de restitution des résultats de l'évaluation n'a malheureusement pas pu se tenir dans les usines.

4 usines sur les 5 encore ouvertes ont poursuivi les consultations prénatales à leurs frais, de manière autonome, après la fin du projet, ce qui marque la réussite de cette initiative.

LES GARDERIES EN ENTREPRISE

Ouverte en juillet 2019, la crèche « pilote » de l'usine Trax Appareil, que PE&D a rénovée, équipée et professionnalisée, accueille désormais 60 enfants de 1 à 5 ans, du lundi au samedi. Depuis mars 2020, la garderie est autonome, entièrement sous la responsabilité de l'entreprise.

La garderie de Trax Appareil a dû fermer lors des restrictions liées à la Covid-19. Avec la fermeture des écoles dans le pays, beaucoup de femmes actives ont dû gérer la garde de leurs enfants, au détriment des besoins financiers de la famille (selon une étude de Care International).

La mise en place de système de garde d'enfants dans les entreprises doit permettre à ces femmes de trouver un équilibre entre leur vie personnelle et professionnelle.

Alors que la loi encadre les obligations des entreprises de plus de 100 salariés en matière de garde d'enfants, et malgré le soutien de l'État, nous n'avons pu expérimenter qu'une seule crèche en entreprise, au lieu de 6 prévues initialement. Les réticences des Directions d'usines, mais également des employé.e.s nous ont mené à réfléchir sur un nouveau modèle lancé en 2020 : des crèches financées en partie par les entreprises, au sein des villages de leurs employé.e.s.



“

UNE MÈRE BÉNÉFICIAIRE DE LA CRÈCHE TRAX APPAREL À PHNOM PENH :

« Je peux travailler et m'occuper de mes enfants en même temps. Avant, je travaillais dans une autre usine (...) qui n'avait pas de garderie. On me renouvelait mon contrat tous les six mois. Une fois, mon enfant a eu une grave fièvre typhoïde et j'ai demandé la permission de prendre trois jours de congés. Ils ont refusé car mon contrat de six mois ne le permettait pas. Puis une amie m'a dit de venir travailler chez Trax Appareil. Elle m'a raconté que dans cette usine, il y avait un lieu pour garder les enfants, qu'on nous prévenait par haut-parleurs quand ils étaient malades. Alors j'ai décidé de les rejoindre car ils se soucient de nous et de nos enfants. »

”

LES RÉSULTATS EN 2017-2020

- 10 629 employé.es, à 92 % des femmes, ont pu bénéficier de ces services de santé
- 98 % des femmes enceintes ont profité de consultations pré-natales
- 409 femmes ont été suivies tous les mois pendant leur grossesse
- 4 usines poursuivent les consultations pré-natales à leur frais, sous la coordination du département provincial de la santé.
- 61 pairs-éducatrices ont été formées
- 47 pairs-éducatrices poursuivent leurs actions de sensibilisation en coordination avec les départements Ressources Humaines ou les infirmeries des usines.
- 3 300 employé.e.s sensibilisés aux gestes barrières contre la Covid-19
- 60 enfants accueillis dans une crèche d'entreprise, en conformité avec la loi.

PROJET

DES CRÈCHES DANS LES VILLAGES (CBCC)

EN BREF

- **Où ?** Phnom Penh et les provinces de Kandal, Kampong Speu et Kampong Cham
- **Quand ?** Depuis avril 2020
- **Objectifs ?** Des modes de garde d'enfants de qualité, une sécurité personnelle et professionnelle pour les mères
- **Partenaires opérationnels ?** en cours d'identification
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Fonds Japonais de Développement Social (JSDF) via la Banque Mondiale
- **Budget ?** 2 300 000€ (sur 4 ans)

Ce projet, lancé en 2020 par Planète Enfants & Développement sur les enseignements du projet EBSS, doit donner aux femmes cambodgiennes la chance de poursuivre leur travail, contribuer aux revenus de la famille et procurer à leurs enfants des soins et des apprentissages adaptés.

Nous allons développer, d'ici 2023, 22 crèches communautaires près des lieux de vie des ouvrières de l'industrie textile.

Ces crèches, qui accueilleront chacune 25 enfants de 3 à 36 mois, bénéficieront à plus de 3000 familles. Les bâtiments vont respecter des normes environnementales et sanitaires pour offrir aux tout-petits un environnement favorable à leur bon développement.

Une dizaine d'usines prendront en charge une partie des frais d'inscription à la crèche, pour la rendre plus accessible aux ouvrières, mais aussi pour faire respecter les obligations des entreprises de plus de 100 salarié.e.s en matière de garde d'enfants de leur personnel.

L'ensemble de la communauté doit bénéficier du projet puisqu'au-delà des crèches, nous mettrons en place des séances de sensibilisation : pour rappeler l'importance du développement de la petite enfance, sur la nutrition des plus petits mais aussi pour lutter contre les violences domestiques et éducatives. Ces séances seront gratuites et ouvertes à tous.



La Covid-19 a ralenti le lancement du projet en 2020 : de nombreuses réunions avec les usines de confection et les Ministères ont dû être reportées.

C'est ainsi que l'événement de lancement officiel du projet ne s'est finalement tenu que le 12 octobre, en présence du Ministre de la jeunesse, de l'éducation et des sports (MoYES), des autorités provinciales, des communes, des usines textiles et des grandes marques.

Pour autant, des terrains où construire quatre crèches sont d'ores et déjà identifiés pour 2 usines. Des négociations sont en cours avec les entreprises sur leur participation financière aux frais d'inscription des enfants.

Le modèle de conception des crèches est finalisé et partagé par les partenaires.

« NOUS VOULONS IMPULSER UN NOUVEAU MODÈLE DE CRÈCHE QUI IMPLIQUE LES EMPLOYEURS DES USINES DANS LE FINANCEMENT, QUI FASSE PARTICIPER LES PARENTS MAIS AUSSI LES CONSEILS COMMUNAUX. »

NATHALIE DUPONT
DIRECTRICE CAMBODGE DE PE&D EN 2020.

PERSPECTIVES 2021

- Des directives sur le fonctionnement des crèches finalisées
- 10 crèches ouvertes pour au moins 250 enfants
- Un groupe de formateurs constitués et un manuel de formation réalisé
- 30 gardes d'enfants formées
- 3 entreprises investies dans le fonctionnement des crèches

PROJET

LA CRECHE KIDORA, ENTREPRISE SOCIALE

EN BREF

- **Où ?** Phnom Penh : quartier de Boeng Tumpun
- **Quand ?** Ouverture prévue en septembre 2020, repoussée en janvier 2021 (à cause de la Covid-19)
- **Objectifs ?** Offrir un accueil de qualité innovant aux enfants de 6 mois à 4 ans de la classe émergente cambodgienne et à des enfants plus vulnérables par un système de bourses, puis devenir une crèche modèle pour le développement de ce mode de garde dans le pays.
- **Partenaires opérationnels ?** People & Baby
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** AFD, Fondation People & Baby, Fondation AM Moreau
- **Budget :** 3000€ / mois pour le fonctionnement

Après une année de mise en place de l'établissement (sélection, location et aménagement de la maison d'accueil, recrutement du personnel, développement du projet pédagogique et social, recrutement des enfants...), la crèche était autorisée par le Ministère de l'Education à ouvrir en septembre 2020.

La fermeture des écoles et des lieux de garde imposée dans le pays pour lutter contre la Covid-19 a repoussé son ouverture à janvier 2021.



FOCUS SUR L'ÉTABLISSEMENT ET LE PROJET PÉDAGOGIQUE

Kidora est installée dans une villa de 300m2, avec un vaste espace de jeu intérieur et extérieur, au cœur de Boeng Tumpun à Phnom Penh. Cette crèche se veut résolument engagée dans une démarche d'éveil et d'apprentissage par le jeu, dans le dialogue avec les parents, responsable en matière d'environnement et proposant des repas de haute qualité nutritionnelle et locaux.

Kidora se donne pour objectifs d'accueillir 25 enfants en 2021 puis 40 en 2022 et de devenir une référence en matière de pédagogie de crèche. Dans un contexte local où prévaut une pédagogie « scolaire » qui exerce une pression très tôt sur l'enfant, au détriment de ses besoins et de son rythme de développement, le dialogue avec les parents et la formation des éducatrices.teurs sur les concepts d'éducation positive et d'autonomie de l'enfant sont au cœur de notre projet.



PROJET

DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE DANS LES QUARTIERS PRECAIRES (HALI)

EN BREF

- **Où ?** 8 quartiers précaires de Phnom Penh : Preak, Preak Toal, Daeum Chan, Daeum Chan 1, Phum 4, Phum 5, Preaek Ta Kong 1 and Preaek Ta Kong 3
- **Quand ?** Depuis 2016
- **Objectifs ?** Sortir les plus fragiles de l'extrême précarité par l'accompagnement familial, la lutte contre les violences domestiques, l'amélioration de l'habitat et la cohésion sociale
- **Partenaires opérationnels ?** SKO (Samathapeap Khnom Organisation), Chamroeun Microfinance
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Agence Française de Développement (AFD), Fondation Abbé Pierre
- **Budget :** 850 000 € (juillet 2018-juin 2021)

De manière générale, les habitants des quartiers précaires ont été touchés de plein fouet par la chute du tourisme et la crise économique en 2020.

90% des familles que nous avons interrogées au printemps 2020 nous ont révélé avoir perdu des revenus, 59 % manquer d'argent pour se nourrir, 36 % faire face à des problèmes de santé. Dès que possible, nous avons sensibilisé aux gestes barrières et distribué des kits d'hygiène aux familles pour pallier le manque d'eau et la promiscuité.

L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES FAMILLES

Dans ce contexte particulièrement difficile, les travailleurs sociaux ont continué à suivre dans les centres sociaux ou à visiter à domicile, une à deux fois par semaine pendant neuf mois, 154 familles dans la résolution de leurs difficultés financières, d'emploi, de santé...

Avec notre partenaire cambodgien SKO, nous avons distribué une aide financière de 15 dollars à 373 familles. L'équivalent de 20 kilos de riz, l'aliment de base de la cuisine cambodgienne. Face à la fermeture des écoles, nous avons également distribué aux enfants 140 kits de livres, en partenariat avec l'ONG Sipar.

LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES DOMESTIQUES

Parler des violences subies reste encore tabou dans la société cambodgienne. C'est pourquoi PE&D a choisi la méthode GALS (Gender Action Learning System – Système d'apprentissage actif sur le genre) pour lutter contre les violences domestiques. Aborder la gestion du budget familial délie les langues, révèle les difficultés et les inégalités au sein du couple. Ces formations, qui s'appuient sur le dessin et s'adressent à tous les publics, déclenchent en effet des discussions sur les problèmes d'alcoolisme, de prises de décision en commun et finalement sur les violences domestiques. 49 femmes et 15 de leurs conjoints ont bénéficié de 10 séances de formation en éducation financière.

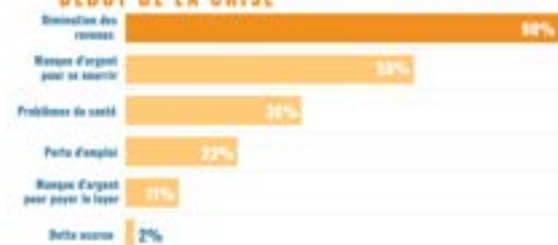
Après avoir terminé ces formations, 24 femmes ont formé des groupes d'épargne et de crédit. Des groupes qui ont été particulièrement utiles pour faire face à la crise économique causée par la Covid-19. Plusieurs d'entre elles leur ont fait des emprunts pour acheter de la nourriture, régler le loyer ou payer des frais médicaux.



1 EMLACEMENT DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES



2 PRINCIPAUX PROBLÈMES AUXQUELS LES FAMILLES SONT CONFRONTÉES DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE



3 COMMENT LA CONTRIBUTION EN ESPÈCES SERA-T-ELLE UTILISÉE ?

98% utiliseront la subvention pour acheter de la nourriture.



La formation a également permis d'identifier 15 hommes et 15 femmes « modèles » dans leurs communautés : les "champions du genre". Ils seront mobilisés en 2021 pour tourner une vidéo participative qui vise à sensibiliser les habitants de leur quartier sur les violences domestiques et à animer des discussions sur le sujet.

Sur les 87 femmes victimes de violence accompagnées par les travailleuses sociales en 2020, 45 d'entre elles constatent déjà les premiers bénéfices et 39 sont encore suivies (4 ont abandonné).

“

TÉMOIGNAGE D'UNE TRAVAILLEUSE SOCIALE

“Après avoir reçu son salaire, il appelait souvent quelques amis pour aller boire un verre. Il ne se souciait pas de sa femme et de ses enfants. Mais aujourd'hui il se rend compte qu'il est moins violent à la maison et qu'il a réduit les dépenses liées à l'alcool. Il prévoit même d'économiser pour construire de nouveaux projets avec sa femme et ses enfants et pour envisager l'avenir en famille”.

”

L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

A la fin du régime des Khmers rouges, qui avait transformé Phnom Penh en ville fantôme, les survivants sont revenus en ville s'installer sur des terrains libres, parfois publics. La régularisation qui a eu lieu dans les années 1990-2000 n'a pas concerné les biens publics. Des millions d'habitants vivent donc encore sur des propriétés qui ne leur appartiennent pas et d'où ils sont expulsables à tout moment. C'est ce qui est arrivé en juillet 2020 à l'une des communautés que nous soutenions, expulsée et relocalisée à quinze kilomètres du centre-ville. C'est un risque que nous connaissons et que nous assumons : il est impératif de ne pas laisser vivre des enfants dans des logements qui comportent un danger imminent pour leur sécurité. Les kits de rénovation que nous fournissons peuvent être démontés et emportés.

D'autre part, la crise sanitaire a eu un impact important sur le projet en 2020. Un arrêté de la ville de Phnom Penh nous a contraints à ralentir voire arrêter certaines activités de groupe de mars à juin. Nous avons repris les réunions avec les habitants une fois les restrictions levées. Néanmoins, nos équipes sont restées mobilisées et 43 foyers ont reçu des kits de rénovation pour leurs logements à risque. En 2021, nous prévoyons de soutenir 15 rénovations complètes



MÉDAILLE DE BRONZE DES PRIX MONDIAUX DE L'HABITAT 2020

« La migration des zones rurales vers les zones urbaines est le plus grand changement opéré parmi les populations de nombreux pays au cours de ces dernières années. Les migrants internes sont souvent les personnes les plus vulnérables, qui ont peu d'argent et peu de biens. Ils vivent souvent dans les quartiers les plus précaires et marginaux. Ils sont plus vulnérables aux catastrophes, à la criminalité et à des conditions de vie intolérables, et sont les personnes les plus menacées d'expulsion. Ce projet lutte contre ces problèmes via des formations et un renforcement de la sécurité pour les protéger contre la violence, ce qui leur permet de bâtir des vies plus durables et plus sûres. »,
David Ireland, Directeur de World Habitat.

Chaque année, les Prix Mondiaux de l'Habitat sont remis aux projets d'habitat les plus remarquables et les plus innovants développés aux quatre coins du monde.



LA PRISE DE RESPONSABILITÉ DES COMMUNAUTÉS

En juin 2020, 48 membres des 8 groupes PASSA* ont bénéficié d'une formation en méthodes d'animation. Ces groupes bénévoles réunissent les habitants des quartiers, tous les 3 mois environ, pour identifier leurs besoins. Ils sont formés pour réaliser des diagnostics dans les habitations, identifier les risques et être des interlocuteurs auprès des autorités locales. Les relations avec les autorités sont fondamentales pour obtenir les autorisations de rénover les habitats ou de moderniser les infrastructures.

De nombreux sujets qui relèvent de la compétences des communes (comme les travaux de voirie, l'accès aux soins, l'éducation des enfants...) sont portés par les groupes PASSA avec notre soutien. Tout l'enjeu et la difficulté consistent donc à rendre ces groupes autonomes pour garantir la pérennité de nos actions.

Comprendre les évolutions géographiques et sociologiques dans ces quartiers nous paraît essentiel pour accompagner au mieux les populations dans l'aménagement du territoire et pouvoir émettre des recommandations pour lutter contre le mal-logement. Ainsi, en 2020, nous avons réalisé :

- une étude sur la qualité de vie dans les communautés urbaines pauvres
- une étude sur les dynamiques au sein des communautés urbaines pauvres de Phnom Penh.
- une étude sur le logement social, conduite par le cabinet de consultants The Urban Platform, en collaboration avec l'ONG tchèque People In Need. Cette étude a un objectif de plaidoyer auprès des autorités publiques. En effet, l'offre immobilière s'adresse aux classes moyennes et les logements vont manquer pour les classes populaires dans les années à venir.

Planète Enfants & Développement a lancé en 2019, avec People in Need, une plateforme d'échanges qui réunit des acteurs engagés sur les problématiques foncières et urbaines au Cambodge. Elle vise à partager nos expériences et à apprendre pour faire évoluer la situation.

Nous faisons également partie d'un groupe de travail sur les questions foncières (notamment les abus) et sur le plaidoyer auprès des autorités, au sein de la plateforme « NGO Forum ».

Enfin, PE&D fait partie du processus de capitalisation lancé en 2018 par la Fondation Abbé Pierre. Avec 9 autres associations partenaires de la Fondation travaillant dans le même domaine, PE&D s'ouvre à différentes pratiques et enrichit sa réflexion autour de l'habitat social.

* **PASSA** : Participatory Approach for Safe Shelter Awareness, traduit en français par Approche participative pour la sécurité du logement.

“

REASA ROS, MOBILISATEUR DES COMMUNAUTÉS CHEZ PE&D

« Mon rôle dans l'association est d'écouter, de mobiliser et d'accompagner les habitants dans les quartiers précaires de Phnom Penh pour qu'ils améliorent leurs conditions de vie.

Chaque quartier a ses particularités et ses propres défis à relever qu'il est nécessaire de comprendre et prendre en compte : faire coopérer des habitants cambodgiens et vietnamiens ou des personnes analphabètes, combattre la délinquance (toxicomanes, agresseurs...).

Faire participer le plus grand nombre est essentiel pour que chaque communauté initie ses propres projets à son rythme, en collaboration avec les autorités locales. C'est la garantie d'un succès durable. »

”

QUELQUES RÉSULTATS 2020

- 154 familles accompagnées par des travailleurs sociaux
- 43 logements rénovés
- 87 femmes victimes de violences soutenues par des travailleurs sociaux
- 2 groupes d'épargne et de crédit créés
- 51 femmes membres de groupes d'épargne et de crédit
- 10 séances de formation sur la gestion d'un budget familial et l'égalité femme-homme
- 373 familles bénéficiaires d'une allocation d'urgence pendant la Covid-19

PROJET

VERS LA MISE AUX NORMES DE 100 ÉCOLES MATERNELLES COMMUNAUTAIRES (100 CPS)

EN BREF

- **Où ?** 16 districts dans les 4 provinces de Kampot, Kampong Speu, Pursat and Sihanoukville
- **Quand ?** Janvier 2020 – Décembre 2022
- **Objectifs ?** Conduire 100 écoles maternelles communautaires vers une homologation par l'État et ainsi assurer leur qualité et leur longévité. Promouvoir l'égalité des genres.
- **Partenaires opérationnels ?** Bandos Komar (opérateur du projet dans la moitié des zones)
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Union Européenne, Agence Française de Développement (AFD), Fondation Les Enfants d'Abord.
- **Budget :** 1 310 000€ (2020-2022)

Au Cambodge, seuls 25% des enfants âgés de 3 à 6 ans sont inscrits à l'école maternelle. Malgré les mesures importantes prises par le gouvernement, les écoles maternelles publiques sont encore trop rares dans les zones rurales. Pour combler ce déficit, l'État encourage le modèle alternatif des écoles maternelles communautaires gérées par les conseils communaux : elles sont plus faciles à mettre en place et moins chères. Mais toutes les communes n'ont pas les moyens et les compétences pour assurer la bonne gestion de leur(s) école(s) ; ce qui pénalise les plus pauvres.

« AU CAMBODGE, SEULS 25% DES ENFANTS ÂGÉS DE 3 À 6 ANS SONT INSCRITS À L'ÉCOLE MATERNELLE. »

Dans le même temps, le manque d'accès aux services de garde d'enfants renforce les inégalités persistantes auxquelles les femmes sont confrontées en raison des rôles traditionnels profondément ancrés. Elles restent sous-représentées dans les organes de décision. **98 % des enseignant.e.s dans les maternelles communautaires sont des femmes, peu formées et mal payées.**



Ce projet, qui fait suite à 30 ans d'études et d'expérience de Planète Enfants & Développement dans le domaine de la Petite Enfance au Cambodge, vise donc à réduire les inégalités d'accès à une éducation pré-primaire de qualité entre les enfants des campagnes et des villes, mais aussi à faire reconnaître le rôle des femmes, en leur offrant des opportunités économiques et politiques.

Pour y parvenir, PE&D et son partenaire local Bandos Komar vont, dans 100 villages des provinces de Kampot, Kampong Speu, Sihanouk Ville et Pursat :

- soutenir et former les enseignant.e.s, les Conseils communaux et les Comités de gestion des écoles pour améliorer leur fonctionnement et satisfaire les normes de qualité requises par l'État pour être standardisé,
- financer la construction et la rénovation d'écoles,
- proposer des sessions de sensibilisation des parents,
- accompagner les opportunités économiques des femmes libérées de la garde de leurs enfants.

Pour obtenir l'homologation par l'État, **l'école doit répondre à trente-trois critères (parmi lesquels proposer un bâtiment dédié à la scolarisation des enfants et conforme à un plan architectural du Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports ;** mais aussi proposer des aires de jeux intérieures et extérieures, du mobilier adapté, des toilettes et l'accès à l'eau potable).

Cette homologation représente un enjeu majeur pour la qualité des enseignements et la longévité des écoles. Elle assure par exemple un salaire aux enseignant.e.s de 165 dollars/mois, contre 50 à 100 dollars actuellement.

Avec ce projet, 2 300 enfants âgés de 3 à 6 ans vont avoir la chance de bien démarrer leur scolarité, dans de bonnes conditions.

LE LANCEMENT DU PROJET EN PLEINE CRISE SANITAIRE

Avec l'interdiction des rassemblements et la fermeture des écoles au printemps 2020, l'équipe a dû s'adapter et réorganiser les premières étapes du projet.

Néanmoins, la réunion officielle de lancement s'est tenue le 4 août avec les 53 parties prenantes et les protocoles d'accord ont pu être signés avec Bandos Komar et le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports.

Par ailleurs, nous avons participé aux réunions de 44 comités de gestion des écoles (sur les 100) pour les investir et relancer une dynamique. Nous avons interrogé les 100 enseignant.e.s des écoles concernées pour évaluer leurs capacités et obtenir des informations sur l'école. Puis nous avons réalisé une enquête, avec une équipe de chercheurs dirigée par Mme Nakagawa Kasumi, pour faire un état des lieux général de la situation.

Enfin, il nous est apparu nécessaire de fournir une aide d'urgence exceptionnelle aux écoles du projet pour faire face à la Covid-19. Nous avons proposé du matériel d'enseignement et d'apprentissage à distance aux enseignant.e.s et aux autorités locales, diffusé des affiches de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène ainsi que du savon, du gel hydroalcoolique et des masques de protection.

Nous avons également mené une enquête sur les impacts économiques de la pandémie dans les zones ciblées de la province de Kampot.

Malgré les aléas de cette année 2020, 4 écoles que nous accompagnions l'an passé se sont présentées à l'évaluation et ont été normalisées par l'État.



FOCUS SUR L'ÉTUDE RÉALISÉE PAR UNE ÉQUIPE DE CHERCHEURS

Avec cette étude, nous avons deux objectifs :

- Faire un état des lieux de la disponibilité, de l'accessibilité et de la gestion des services d'éducation de petite enfance ou des services préscolaires existants dans les provinces ciblées ; ainsi que des capacités et des attentes des parties prenantes
- Évaluer les perceptions des parties prenantes et des bénéficiaires en matière d'égalité des genres.

55 communes et 47 écoles sur les 100 ont été sélectionnées, soit 899 participant.e.s (65 % de femmes).

Les chercheurs dirigés par Nakagawa Kasumi ont mené l'étude par analyse documentaire, consultations de PE&D et Bandos Komar, entretiens, enquête en ligne et observation directe.

Quelques enseignements en bref :

- Les connaissances des parties prenantes locales sur le cadre juridique de la petite enfance sont extrêmement limitées.
- Aucune école ne répond aux normes fixées par l'État pour la standardisation.
- De nombreux.ses enseignant.e.s gèrent l'école de leur propre initiative, avec un soutien limité de la commune et sans suivi des lignes directrices du Ministère.
- Les enseignant.e.s n'ont reçu que 35 jours de formation. Seuls 46 % ont suivi une formation technique. 23 % n'ont jamais suivi de formation.
- Les ressources financières de la commune sont peu mobilisées pour construire un budget raisonnable.
- Bien que les Comités communaux pour les femmes et les enfants (CCWC) aient étudié les questions liées au genre, peu de ressources financières sont mobilisées sur cette question.
- Seules 31 % des femmes participantes ont un travail en dehors du foyer.

VIETNAM

"MIEUX VIVRE ENSEMBLE"



EN QUELQUES CHIFFRES

96,46 millions d'habitants *

HANOÏ, la capitale

VIETNAMIEN, la langue officielle

75 ANS d'espérance de vie*

- Taux de mortalité infantile : **16 pour mille***
- Taux d'inscription brut au pré-scolaire : **96 %***
- Taux de scolarisation brut au primaire : **115 %***
- Taux d'alphabétisation : **95%***
- Indice de développement humain : **0,704 /1 → 117e/189****
- Indice d'inégalité de genre : **0,296 /1 → 65e /162****

*(Banque Mondiale, 2019)

** (PNUD 2020)

-**Taux brut de scolarisation** : nombre d'étudiants scolarisés dans un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population de la tranche d'âge théorique qui correspond à ce niveau d'enseignement. Un taux de scolarisation brut élevé indique un degré élevé de participation, que les élèves appartiennent au groupe d'âge officiel ou non (Unesco)

-**Indice de développement humain (IDH)** : mesure le niveau moyen atteint dans trois dimensions : vie longue et en bonne santé, connaissances et niveau de vie décent (PNUD).

-**Indice d'inégalité de genre** : inégalités entre les hommes et les femmes dans trois dimensions : santé procréative, autonomisation et marché du travail (PNUD).

Une croissance économique qui creuse les inégalités

La croissance économique du Vietnam était encore l'une des plus forte en Asie du Sud Est en 2019 (+7% du PIB selon la Banque Mondiale). Le pays est ainsi considéré par le FMI comme un pays à « revenu intermédiaire de la tranche inférieure ». **Mais ces chiffres généraux cachent des inégalités qui se creusent : les problèmes de pauvreté, de santé et de violences persistent dans les zones rurales et les quartiers défavorisés des grandes villes.** Et la pandémie de Covid-19 vient déstabiliser cet élan en 2020.

Le pays, fortement dépendant des échanges économiques internationaux, est sévèrement touché par la pandémie. La fermeture des frontières depuis le 22 mars 2020 affecte le tourisme et les exportations. Les mesures de distanciation sociale mises en place au printemps et en été 2020 ont particulièrement précarisé les vendeurs de rue et les petits entrepreneurs. Les femmes et les jeunes, sur-représentés dans l'économie informelle, connaissent une aggravation de leur précarité. Selon la Banque mondiale, la croissance économique du pays devrait tomber à 3.8 % en 2020.

Sur le plan social, on peut souligner que les discriminations restent ancrées dans la société. Les femmes, particulièrement, sont toujours confrontées à de nombreuses difficultés : pauvreté, faible niveau d'éducation, violences... Si le pays a renforcé son cadre juridique et pénal depuis 2014 pour protéger les enfants et les femmes et favoriser l'égalité des genres, le respect de la législation reste un défi. Parler de la violence envers les femmes est toujours tabou dans la société vietnamienne et les services d'aide aux victimes manquent.



Enfin, les prochaines élections quinquennales au sein du Parti Communiste (Comités Populaires) qui doivent avoir lieu au premier trimestre 2021, poussent les fonctionnaires à l'immobilisme.

PROJET

L'ASSISTANCE SOCIALE POUR LES FAMILLES EN DÉTRESSE

EN BREF

- **Où ?** Ho Chi Minh Ville (HCMV) : districts Tan Phu, 8 et 9
- **Quand ?** 2011 – 2020 (phase 3 : mai 2017 – août 2020)
- **Objectifs ?** Améliorer les conditions de vie des familles marginalisées, migrantes pour la plupart
- **Partenaires opérationnels ?** Centre de Travail Social pour la protection de l'Enfance (CTSE) dépendant du DOLISA (Département du Travail, des Invalides et des Affaires Sociales d'HCMV), les Comités populaires des districts
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) - phase 3 ?** Agence Française de Développement (AFD), Secours Catholique, Taiwan Fund For Children and Families (TFCF), Fondation Masalina, Fondation Air Liquide.
- **Budget total du programme Vietnam phase 3 ?** 712 000€

Le programme d'accompagnement familial, lancé en 2011 à Ho Chi Minh Ville, s'est terminé en 2020. Pendant cette dernière phase, nous avons travaillé avec nos partenaires pour leur transférer des compétences en matières d'assistance sociale et assurer un soutien durable des familles dans la grande précarité.

Le Cabinet indépendant Archipel a mené une évaluation des 9 ans de travail social de Planète Enfants & Développement aux côtés des bénéficiaires, des partenaires et des autorités locales : *"En cherchant à résoudre les problèmes à la base, l'accompagnement familial apporte des résultats de long terme, mais moins immédiatement quantifiables [...] Planète Enfants & Développement a renforcé les capacités des fonctionnaires et conseillers communautaires en charge de la famille et de l'enfance au niveau des quartiers et des districts d'intervention, ainsi que des personnels en charge de gérer les centres sociaux. Le réseau des fournisseurs de services sociaux est en place et effectif".*



Grâce à la mise en place de centres sociaux et de visites à domicile, **1 028 familles vietnamiennes** ont pu être accompagnées et soutenues pendant six mois en moyenne.

100% des familles conseillées se déclarent satisfaites des services reçus. 94% des 870 familles qui ont terminé le programme ont résolu au moins une de leurs difficultés au cours de l'accompagnement. Appuyées par les travailleurs sociaux, elles ont été orientées vers les services sociaux les plus à même de résoudre leurs problèmes.

La gestion des 3 centres sociaux est en cours de transfert administratif au DOLISA (Département du Travail, des Invalides et des Affaires Sociales) mais cela prend du temps : nous avons en effet constaté que les élections quinquennales prévues au 1er trimestre 2021 ralentissent les prises de décisions des fonctionnaires.

Ces centres sont opérationnels. L'examen des compétences du personnel du CTSE (Centre de Travail Social pour la protection de l'Enfance), dépendant du DOLISA, révèle que les travailleurs sociaux sont capables d'organiser de manière autonome les activités des centres sociaux.

Un manuel de gestion des centres sociaux a été créé et diffusé aux parties prenantes.

Ainsi, un réseau de **104 fournisseurs de prestations sociales est constitué**, connu des travailleurs sociaux et prêt à agir.

Les effets de la Covid-19 sur le programme



En 2020, un grand nombre de bénéficiaires des centres sociaux ont perdu leur emploi ou ont vu leurs revenus diminuer considérablement. Les centres ont dû adapter leurs activités : nous avons organisé à leurs côtés des distributions de denrées de première nécessité aux familles les plus démunies.

“

MADAME HIEN, BÉNÉFICIAIRE DE L'ACCOMPAGNEMENT FAMILIAL DANS UN CENTRE SOCIAL

"J'ai 3 enfants. Le second, âgé de 5 ans, est en situation de handicap. Impossible pour lui de se lever, de marcher et de parler. Avant d'être accompagnée, j'étais désespérée et je ne savais pas quoi faire pour l'aider. Mais avec l'intervention des travailleurs sociaux, il peut maintenant aller à l'école chaque jour de 9h30 à 15h30 et ce depuis un mois. Aujourd'hui, il est capable de s'asseoir, je vois des progrès chaque jour. Mon mari et moi sommes fiers de lui."

”

QUELQUES RÉSULTATS 2017-2020

- 1 028 familles bénéficiaires d'une assistance sociale à domicile ou en centres sociaux
- 985 fonctionnaires et conseillers communautaires participants à nos formations
- 47 sessions d'information organisées pour faire connaître le programme d'accompagnement familial à 4 431 parents
- Un réseau de 104 fournisseurs de prestations sociales organisé et connu des travailleurs sociaux

PROJET

DES BILANS SANTE ET NUTRITION POUR LES TOUT-PETITS

EN BREF

- **Où ?** Ho Chi Minh Ville (HCMV) : districts Tan Phu, 8 et 9
- **Quand ?** 2013 - 2020
- **Objectifs ?** Améliorer la santé des enfants de moins de 6 ans parmi les familles marginalisées
- **Partenaires opérationnels ?** 38 Tú Xương Center/Centre Des Enfants Désavantagés (CDED), Centre de Travail Social pour la protection de l'Enfance (CTSE)
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Agence Française de Développement (AFD), Secours Catholique, Taiwan Fund For Children and Families (TFCF), Fondation Masalina, Fondation Air Liquide, Groupe de l'OCDE pour la lutte contre la faim, France Initiative Vietnam
- **Budget total du programme Vietnam phase 3 ?** 712 000€

Selon la responsable de l'Institut National de la Nutrition au Vietnam, 1,9 million de jeunes enfants souffrent de malnutrition en raison de soins inadéquats. Parmi les enfants à risque, ceux issus de familles migrantes, dans les quartiers défavorisés, ne peuvent bénéficier du programme d'assurance santé d'Ho Chi Minh Ville. Dans son programme sur la protection et le développement des minorités ethniques pour 2021-2030, le gouvernement entend ramener le taux d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale et de malnutrition à moins de 20%.

PE&D travaille avec le Centre des Enfants Désavantagés depuis 2013 et le CTSE depuis 2014 pour identifier les enfants à risque, améliorer leur état nutritionnel et faire changer les pratiques alimentaires de leurs parents. Des permanences sociales sont assurées toute la semaine dans les centres sociaux du CTSE par les travailleurs sociaux de PE&D. Ces derniers renseignent les familles sur les organisations et les services de santé de la ville ou conseillent les familles sur la nutrition infantile

PE&D TRAVAILLE AVEC LE CENTRE DES ENFANTS DÉSAVANTAGÉS DEPUIS 2013 ET LE CTSE DEPUIS 2014 POUR IDENTIFIER LES ENFANTS À RISQUE, AMÉLIORER LEUR ÉTAT NUTRITIONNEL ET FAIRE CHANGER LES PRATIQUES ALIMENTAIRES DE LEURS PARENTS.

Si les bilans de santé des enfants n'ont pas pu se poursuivre en 2020 en raison de la Covid-19, nous avons organisé la distribution de 403 packs nutritionnels à plus de 100 enfants vulnérables de moins de 5 ans, victimes de malnutrition ou à risque dans le district 9 et à Tân Phú.



Dans le cadre de la fête traditionnelle vietnamienne du Têt en février 2020, 150 enfants vulnérables bénéficiaires des centres sociaux ont également reçu, en plus des packs de nutrition mensuels, un pack de "fête".

Les familles avec des enfants malnutris, identifiées grâce au programme d'accompagnement familial, ont été conseillées et/ou orientées vers les prestataires de santé adaptés.

Par ailleurs, 359 parents ont participé à 23 sessions d'information et à des ateliers nutrition au sein des centres sociaux sur des sujets comme les étapes du sevrage, les groupes de nutriments, la préparation de repas équilibrés...

QUELQUES RÉSULTATS EN 2020

- 150 enfants malnutris, ou à risque, identifiés et aidés
- 100 familles bénéficiaires de distributions alimentaires
- 359 familles participantes à des sessions de sensibilisation et des ateliers nutrition

PROJET

HY VONG, LUTTONS CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

EN BREF

- **Où ?** Ho Chi Minh Ville (et Hanoï par les partenaires)
- **Quand ?** 2020 - 2023
- **Objectifs ?** Provoquer un changement de mentalité sur l'égalité femme-homme, prévenir les violences faites aux femmes et protéger les victimes
- **Partenaires opérationnels ?** Batik International, CSAGA (Centre pour la Recherche et les Sciences Appliquées sur le Genre - la Famille - les Femmes et les Adolescents, SCDI (Centre pour le soutien des initiatives de développement communautaire)
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Agence Française de Développement (AFD), Consular Club, Fondation Air Liquide, Fondation Raja
- **Budget :** 470 000€

58% des femmes mariées ont subi au moins une forme de violence de la part de leur partenaire et 87% des femmes ont déjà subi du harcèlement sexuel dans l'espace public au Vietnam. Cependant, 87% des femmes n'ont jamais cherché d'aide auprès de services officiels, soulignant l'insuffisance de services de soutien qui négligent les besoins des victimes pour préserver « l'unité » familiale. La Covid-19 n'a fait qu'exacerber ce problème en 2020.

Les autorités locales manquent d'un cadre opérationnel précis, le nombre de travailleurs sociaux et de structures de soin est insuffisant, la coordination des structures de soutien fait défaut.

Depuis 2017, Planète Enfants & Développement travaillait sur un projet pilote de soutien psycho-social aux femmes victimes de violence, qui a donné naissance au projet Hy Vong. Hy Vong, qui signifie « espoir » en vietnamien. Il rassemble PE&D et 3 autres ONG pour faire de la prévention auprès des jeunes en universités, renforcer les compétences locales, faire évoluer et appliquer les lois à Ho Chi Minh Ville et à Hanoï.

VOLET PRÉVENTION

En 2020, nous avons mené avec Batik International une campagne sur les réseaux sociaux pour recruter des étudiants. Nous avons ainsi lancé 6 clubs étudiants avec nos partenaires : PE&D gère le club de l'université de Hong Bang à Ho Chi Min Ville. Ce club réunit 14 étudiants actifs. L'objectif était de rassembler 20 étudiants par club (soit 120 élèves par an), mais la Covid-19 et la fermeture des écoles ont retardé les recrutements.

Après avoir créé un module de formation spécifique sur les violences de genre, nous avons organisé 12 sessions d'échanges avec les étudiants. La prochaine étape est d'accompagner ces clubs dans la définition et la mise en œuvre de micro-projets.



JOINING VOICES AGAINST GENDER-BASED VIOLENCE



VOLET PROTECTION DES VICTIMES

Il s'agit ici d'identifier, d'accueillir et d'orienter vers des services adaptés (accueil d'urgence, services psychologiques, administratifs, légaux, de santé, ...) puis de soutenir des femmes victimes de violence dans leur réintégration.

Nous avons rédigé une méthodologie d'approche des victimes de violences de genre, adaptée de la méthode d'accompagnement familial utilisée par PE&D dans l'ensemble de ses pays d'intervention. En 2020, nous avons formé à cette méthodologie les agents relais dans les communautés et les travailleurs sociaux du centre d'accueil de jour de notre partenaire SCDI. Nous avons par ailleurs rénové ce centre d'accueil de jour.

Nous avons ainsi identifié, conseillé et fourni un accompagnement psycho-social à 43 femmes victimes de violence conjugale entre mai et décembre 2020.

Madame Hoanh, Directrice du SCDI (Centre d'Appui aux Initiatives de Développement des Communautés) : *"Plus la communauté est informée, plus les femmes victimes de violence pourront être identifiées".*

QUELQUES RÉSULTATS EN 2020

- 43 femmes victimes de violences bénéficiaires d'un suivi psychosocial
- 14 étudiants actifs pour faire changer les mentalités autour de l'égalité femme-homme

PROJET

L'INSERTION PROFESSIONNELLE DE JEUNES MARGINALISÉS

EN BREF

- **Où ?** Ho Chi Minh Ville (HCMV) : Districts 3 et 5
- **Quand ?** 2014- 2020
- **Objectifs ?** Former des centres de formation professionnelle à inclure et accompagner des jeunes en marge, pour les réintégrer dans la société
- **Partenaires opérationnels ?** les centres de formation Nhan Dao et Hung Vuong
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) - phase 3 ?** Agence Française de Développement (AFD), Secours Catholique, France Vietnam Initiative
- **Budget total du programme Vietnam phase 3 ?** 712 000€

Depuis 2017, PE&D collabore avec les centres de formation professionnelle Nhan Dao et Hung Vuong à Hô Chi Minh Ville pour accompagner les enseignant.e.s dans le suivi des élèves ; et les étudiant.e.s vulnérables dans leur choix d'études et leur apprentissage. L'enjeu est également d'enrayer les abandons parmi cette population fragile. Nous avons organisé un séminaire de capitalisation en août 2020 pour clôturer le projet et partager les enseignements tirés des 3 ans de partenariat. En raison des restrictions liées à la Covid-19, nous n'avons pu réunir que 24 personnes.

L'évaluation du projet réalisée par le Cabinet indépendant Archipel & Co en 2020 indique que "PE&D a renforcé les capacités des professeurs, des membres des Student Affairs Department, et d'un Travailleur Social" et note des effets positifs sur les bénéficiaires en matière de confiance en soi, de perspectives professionnelles et de soif d'apprendre.

Sur les trois dernières années, nous avons en effet accompagné 328 jeunes dans leur insertion professionnelle. 105 d'entre eux ont bénéficié d'un accompagnement social spécifique.

Chacun d'entre eux a pu passer le test d'orientation professionnelle RIASEC (pour mettre en lumière leur profil). Grâce à un réseau d'entreprises partenaires, de nombreux jeunes ont ainsi pu intégrer une formation ou trouver un emploi.

Grâce aux 16 sessions de formation dispensées à 288 personnes sur la méthodologie de l'accompagnement familial adaptée aux jeunes vulnérables, les personnels des centres de formation sont désormais capables de mettre en œuvre les activités eux-mêmes, de suivre et évaluer les résultats grâce aux outils développés ces dernières années.

LÁ NAILS , UN SALON D'APPRENTISSAGE DE MANUCURE POUR LES ÉTUDIANT.E.S EN FORMATION

Ouverte en 2018 en collaboration avec le centre de formation professionnelle Nhan Dao, dans le district 3 d'HCMV, cette entreprise sociale permet aux étudiant.e.s de se former en soin des ongles, d'étudier l'anglais et d'acquérir des compétences de « life and soft skills ». Les élèves, des jeunes défavorisé.e.s d'HCMV et de ses environs, y pratiquent leur futur métier en situation réelle, ce qui leur permet d'acquérir une première expérience professionnelle.

La clientèle du salon est constituée principalement de touristes et d'expatriés. Là aussi, les restrictions liées à la Covid-19 ont pénalisé l'activité en 2020. Cependant, nos élèves ont continué à suivre des cours d'anglais 2 fois par semaine et des sessions de « Life and soft skills ». Pour faire connaître le salon et pratiquer, les étudiantes ont tout de même réussi à organiser 3 événements à partir du mois de juin. Par ailleurs, le salon a déménagé en décembre 2020 pour se rapprocher du centre-ville et des quartiers fréquentés par les expatriés. Kieu, ancienne élève diplômée de l'école Nhan Dao, devenue responsable du salon en octobre 2019 s'est vue offrir de nouvelles opportunités professionnelles. Nous avons donc recruté une nouvelle responsable et professeure en septembre 2020.

“

"C'est l'agent administratif local qui m'a parlé de Lá Nails. Je cherchais un travail à temps partiel pour pouvoir continuer mes études. Mes parents sont décédés et je vis avec ma grand-mère. J'aime bien la manucure, je pense que ça me convient. Mais ce que je préfère, c'est les cours d'anglais. Plus tard, je souhaiterais approfondir ma formation."

NGOC, 15 ANS

”

QUELQUES RÉSULTATS EN 2017-2020

- 328 jeunes vulnérables suivis et orientés au cours de leur formation professionnelle
- 288 professeurs des centres de formation formés à l'orientation et au soutien de ces jeunes
- 3 étudiantes diplômées dans le salon d'apprentissage de manucure La Nails et 4 nouvelles étudiantes recrutées

PROJET

LE PROJET IMAGINE POUR MIEUX VIVRE ENSEMBLE

EN BREF

- **Où ?** Ho Chi Minh Ville (HCMV) : Districts 3 et 5
- **Quand ?** Décembre 2019 – Août 2020
- **Objectifs ?** Impliquer et donner à des jeunes défavorisés les clés pour agir en faveur d'une société plus inclusive et durable
- **Partenaires opérationnels ?** L'ONG Le Projet Imagine, les centres de formation Nhan Dao et Hung Vuong
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Prowin, Benkei, Le Projet Imagine
- **Budget ?** 4 000€

Planète Enfants & Développement et Le Projet Imagine ont collaboré pour offrir à 40 étudiants des centres de formation professionnelle Nhan Dao et Hung Vuong, les clés pour réfléchir et inventer une société plus inclusive et plus durable, au travers d'un cycle de formations puis d'un projet réalisé en groupe dans leurs communautés.

PE&D et Le Projet Imagine ont tout d'abord collaboré afin d'adapter le curriculum des Écoles Imagine au contexte vietnamien. Puis deux travailleurs sociaux de PE&D ont animé les 7 premières sessions du programme avec les étudiants des centres professionnels. Ces sessions leur ont permis de prendre conscience de certaines problématiques sociales : apprendre à mieux se connaître soi-même et à connaître les autres, les migrations, l'égalité de genre, le changement climatique et la ville durable. Le calendrier d'organisation des séances a toutefois été perturbé par la pandémie de Covid-19 qui a entraîné une fermeture des écoles au Vietnam de février 2020 à mi-mai 2020.

Dans un second temps et pendant 13 sessions, les élèves ont réalisé un projet en groupe, sur une thématique qu'ils ont choisie. Cinq groupes de 6 et 8 élèves ont ainsi réalisé ensemble entre juin et août 2020 des projets visant à rendre les communautés dans lesquelles ils évoluent plus durables.

Au sein de l'école professionnelle de Nhan Dao, trois groupes d'élèves ont réalisé des projets portant sur le développement durable et le recyclage des déchets. Les groupes d'élèves du centre Hung Vuong ont également mené des projets sur le développement durable (ex : un jardin suspendu combiné avec un collecteur de déchets et de piles usagées) mais aussi le vivre ensemble.

Enfin, en août 2020, une cérémonie de remise des prix a finalement pu être organisée dans chacune des écoles partenaires pour permettre aux élèves de présenter les projets réalisés et les récompenser.



PROJET

INVESTIR DANS LA PETITE ENFANCE

Au Vietnam, bien que le taux de préscolarisation soit élevé (96 % en 2019), les services de petite enfance pour les 0-3 ans sont faibles et ne répondent pas à la demande, autant en termes d'accès que de qualité des services proposés. Les services publics existants pour les moins de 5 ans sont surchargés, les services privés sont trop coûteux et des cas de violences ou maltraitements y sont recensés. Le pays met l'accent sur le développement de l'économie, sans s'attarder sur l'importance de l'éducation des plus jeunes qui seront pourtant le moteur de cette nouvelle société.

LE PAYS MET L'ACCENT SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE, SANS S'ATTARDER SUR L'IMPORTANCE DE L'ÉDUCATION DES PLUS JEUNES QUI SERONT POURTANT LE MOTEUR DE CETTE NOUVELLE SOCIÉTÉ.

Le premier objectif de ce nouveau projet, dans le cadre de la Convention Programme Petite Enfance est d'améliorer l'accès aux services de Petite Enfance pour les familles vulnérables d'Hô Chi Minh Ville.

Le second objectif du projet est d'améliorer la protection et la prise en charge des jeunes enfants, en réalisant des sessions d'accompagnement à la parentalité, en proposant un accompagnement psycho-social pour les enfants en grandes difficultés et leur famille, en renforçant les compétences et les pratiques des professionnels de la petite enfance et en faisant du plaidoyer pour renforcer le cadre légal.

En 2020, nous avons travaillé à la mise en place du partenariat avec HACRP. Cette association d'Hô Chi Minh Ville a pour mission de défendre les droits fondamentaux des enfants en zone urbaine. Elle met en place des actions de sensibilisation sur les droits de l'Enfant, participe aux campagnes publiques de renforcement de ces droits, propose un soutien pour les enfants vulnérables (bourses scolaire/santé), etc.

Nos équipes ont également travaillé à la préparation et la planification des premières activités qui seront mises en place début 2021 : les sessions d'accompagnement à la parentalité et l'accompagnement psychosocial des enfants en grande difficulté.

NÉPAL

"PROTÉGER LES ENFANTS ET LEURS MÈRES,
ÉMANCIPER LES FEMMES"



EN QUELQUES CHIFFRES

28,6 millions d'habitants*

KATMANDOU, la capitale

NÉPALAIS, la langue officielle

71 ANS, d'espérance de vie*

- Taux de mortalité infantile : **26 pour mille***
- Taux d'inscription brut au pré-scolaire : **87 %***
- Taux de scolarisation brut au primaire : **142 %***
- Taux d'alphabétisation : **68%***
- Indice de développement humain : **0,602 / 1 → 142e/189****
- Indice d'inégalité de genre : **0,452 / 1 → 110e / 162 ****

*(Banque Mondiale, 2019)

**(PNUD 2020)

-**Taux brut de scolarisation** : nombre d'étudiants scolarisés dans un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population de la tranche d'âge théorique qui correspond à ce niveau d'enseignement. Un taux de scolarisation brut élevé indique un degré élevé de participation, que les élèves appartiennent au groupe d'âge officiel ou non (Unesco)

-**Indice de développement humain (IDH)** : mesure le niveau moyen atteint dans trois dimensions : vie longue et en bonne santé, connaissances et niveau de vie décent (PNUD).

-**Indice d'inégalité de genre** : inégalités entre les hommes et les femmes dans trois dimensions : santé procréative, autonomisation et marché du travail (PNUD).

Le Népal est un pays enclavé entre la Chine et l'Inde. Face à la menace de la Covid-19, le gouvernement népalais a décidé de fermer ses frontières et a déclaré un confinement strict du 24 mars au 21 juillet 2020, assorti d'une fermeture des écoles, des commerces et services dits non essentiels.

Dès la mi-juillet, le pays affrontait une deuxième vague qui a atteint son apogée à la fin octobre.

Aussi, en 2020, le Népal recense 262 783 personnes positives à la Covid-19 et 1 893 décès. La population, qui pointe la difficulté d'accéder aux centres de dépistage et la stigmatisation sociale dont souffrent les malades, doute de la fiabilité des statistiques officielles.

Cette stratégie de prévention et de défense face à la pandémie a mis en danger les populations les plus vulnérables telles que les femmes enceintes, les nourrissons à vacciner, les enfants non scolarisés, les plus pauvres qui vivent de petits travaux au jour le jour, les personnes âgées, ... Une étude de l'Unicef montre que 54 % des ménages ont rapporté une perte de revenus, avec de fortes inégalités selon les régions et les milieux sociaux.

En effet, la mise sous cloche du Népal a fortement détérioré l'économie liée au tourisme et aux transferts de fonds (de millions de népalais partis travailler à l'étranger), principales sources de revenus du pays avec l'agriculture.

SUR LE PLAN SOCIAL, LES ENFANTS ET LES FEMMES DES MILIEUX LES PLUS DÉFAVORISÉS ONT ÉTÉ LES PREMIÈRES VICTIMES DE LA CRISE. AVEC LES ÉCOLES À L'ARRÊT PENDANT 9 MOIS, LES ENFANTS LES PLUS PAUVRES ONT DÛ AIDER LEURS PARENTS À SUBVENIR AUX BESOINS DE LA FAMILLE.

Sur le plan social, les enfants et les femmes des milieux les plus défavorisés ont été les premières victimes de la crise. Avec les écoles à l'arrêt pendant 9 mois, les enfants les plus pauvres ont dû aider leurs parents à subvenir aux besoins de la famille. Les femmes ont vu leurs tâches se multiplier et les violences, encore trop courantes dans le pays, augmenter. En effet, les filles et les femmes népalaises sont encore soumises aux mariages forcés, grossesses précoces, violences domestiques, à l'approbation sociale de cette violence considérée comme une affaire familiale, sans parler du manque d'autonomie.

Avec des traditions religieuses ancrées, le système des castes pourtant devenu illégal, la dot, l'appartenance à la belle-famille une fois mariée, les pratiques patriarcales et inégalitaires restent très répandus dans le pays : le Népal se situe en 110e position sur 162 en termes de parité homme-femme. Les violences de genre sont banalisées et acceptées. Pire, certaines filles et femmes sont discréditées si elles parlent. Un rapport de la Commission nationale des droits de l'homme en 2020 indique que le gouvernement ne prend pas suffisamment au sérieux les engagements pris dans les forums internationaux dans ce domaine.

Par ailleurs, malgré la promulgation d'une nouvelle constitution en 2015 avec l'instauration d'un système fédéral et des élections en 2017 qui ont conduit à une majorité au Parlement, l'instabilité politique demeure au Népal. Pour preuve, le Premier Ministre a dissous le Parlement le 20 décembre 2020 suite à des conflits, au sein de son propre parti, qui paralysaient le processus décisionnel selon lui. Opposés à cette décision, les principaux partis politiques, les médias et les défenseurs des droits de l'homme ont manifesté dans les grandes villes.

PROJET

L'EVEIL DES TOUT-PETITS : UNE PRIORITE

EN BREF

- **Où ?** Districts de Katmandou (Tokha) et Dhading (Jogimara, Dhursa, Mahadevsthan, Gajuri and Pida)
- **Quand ?** Depuis 2015 (phase 2 depuis 2017)
- **Objectifs ?** Sensibiliser les parents, former les enseignants et convaincre les autorités locales de développer la prise en charge de la Petite Enfance
- **Partenaires opérationnels ?** Child Nepal, Prayash Nepal
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) - phase 3 ?** Agence Française de Développement (AFD) est le bailleur principal
- **Budget total du programme Népal ? 620 000€**

La négligence parentale reste courante au Népal, souvent par manque de connaissances et de moyens. Les inscriptions à l'école maternelle ont augmenté ces dernières années, mais les enseignants sont peu ou mal formés à prendre en charge les moins de 6 ans. Planète Enfants & Développement agit depuis 2015 à Katmandou et Dhading pour aider les parents à mieux prendre soin de leurs tout-petits, pour former les enseignants et convaincre les autorités locales d'investir dans le développement de la Petite Enfance.

En 2020, 2 sessions d'éducation parentales ont réuni 58 familles (55 femmes et 3 hommes) dans l'école de Dhapasi, une école communautaire de la municipalité de Tokha. Ces séances se sont concentrées sur les comportements des enfants de moins de 6 ans et les façons d'y répondre par une pédagogie positive.

Par ailleurs, nous avons formé en 2019 les enseignants d'écoles maternelles publiques. Les travailleurs sociaux ont assuré en 2020 des visites de suivi et de soutien dans 15 écoles de Dhading et 8 écoles de Tokha, pour accompagner la mise en pratique des formations.

Sur la base du programme national, nous avons développé et diffusé un kit d'outils pratiques pour guider les enseignants sur la façon d'identifier et traiter les problèmes psychosociaux des enfants en difficulté, et qui tient compte de leurs stades de développement.

Suite à une étude des besoins, 7 écoles publiques de Tokha ont également reçu des équipements et des outils pédagogiques : du matériel d'apprentissage, des jeux, des meubles, des matelas et couvertures, des trousseaux de premier secours...

L'équipe du projet a par ailleurs poursuivi ses relations avec les municipalités de Tokha (Katmadou) et Gajuri (Dhading) pour encourager l'augmentation du budget dédié à la Petite Enfance.

Ce plaidoyer a porté ses fruits puisque la commune de Tokha a décidé d'augmenter le budget de chaque école de 200 000 NPR (1 400€) et que la commune de Gajuri a octroyé 6 millions de NPR (42 000€) pour toutes ses écoles maternelles.



QUELQUES RÉSULTATS EN 2020

- 58 familles sensibilisées à l'éducation parentale
- Les enseignants de 23 écoles publiques accompagnés après leur formation
- 7 écoles publiques équipées en matériel pédagogique pour 363 enfants
- Des budgets municipaux pour la Petite Enfance augmentés à Tokha et Gajuri

PROJET

LA MATERNELLE DE L'ESPOIR (BFMC)

EN BREF

- **Où ?** Gongabu
- **Quand ?** Depuis 2013. Dernière phase : 2017 – juin 2020. Nouveau projet à partir d'août 2020
- **Objectifs ?** Protéger et éduquer des enfants stigmatisés, protéger des femmes victimes d'exploitation et les ré-insérer, promouvoir l'égalité des genres
- **Partenaires opérationnels ?** Child Nepal
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Agence Française de Développement (AFD), Arcelor Mittal, Fondation Insolite Bâtitteur Philippe Romero, Altrad, Groupe de l'OCDE pour la lutte contre la faim, Institut Robin des Bois, My Little Room, , Fondation UEFA for Children, Crystal Kids, Fondation de France
- **Budget total du programme Népal ?** 620 000€ jusqu'en juin 2020. Nouveau projet Août 2020 – Juillet 2023 : 450 000€

Suite au séisme de 2015, le Népal a fait face à de nombreux déplacements de populations. A Katmandou, les femmes et jeunes filles peu éduquées se sont vues obligées d'accepter des emplois risqués où elles sont maltraitées (dans des cabarets, centres de massage, ...) et pour lesquels leurs salaires leur sont souvent confisqués. On estime qu'environ 50 000 jeunes femmes sont exposées à un risque élevé d'exploitation économique et sexuelle.

Certains de ces secteurs ne se contentent pas de prostituer ces jeunes femmes : ils les vendent et se transforment en plaques tournantes pour la traite.

Nombreuses d'entre elles ont des enfants en grand danger. Pendant leur travail, les mères doivent les laisser seuls ou avec des collègues dans une ambiance malsaine, où ils sont victimes de violences physiques et morales.

EN 2020, LA MATERNELLE DE L'ESPOIR A ACCUEILLI 43 ENFANTS (27 FILLES ET 16 GARÇONS) DANS UN ENVIRONNEMENT PROTECTEUR ET LUDIQUE.

En 2013, Planète Enfants & Développement décide de créer une école maternelle pour protéger et scolariser les enfants de ces femmes victimes d'exploitation à Katmandou. Depuis 2017, la maternelle se trouve dans le quartier de la gare routière de la ville, Gongabu, où les établissements du secteur du « divertissement » sont nombreux.

En 2020, la Maternelle de l'Espoir a accueilli 43 enfants (27 filles et 16 garçons) dans un environnement protecteur et ludique.

En plus du programme scolaire conventionnel, les enfants y ont bénéficié d'une alimentation équilibrée et d'un suivi médical. L'école surveille leur croissance et leur prodigue des soins d'hygiène, des bilans de santé réguliers et des traitements médicaux. Nous avons également proposé 3 sessions d'éducation parentale qui ont réuni chacune une trentaine de participants autour de l'importance des liens parents-enfants, l'éducation positive et sur des sujets de santé pendant la Covid-19.

Pour faire face à la crise sanitaire, le gouvernement du Népal a décrété un confinement national strict du 24 mars au 21 juillet 2020. Les écoles sont restées fermées jusqu'à la fin de l'année. Pour assurer une continuité pédagogique, Sabita, la directrice de la Maternelle de l'Espoir, a proposé une classe virtuelle d'une heure par jour à partir du 1er octobre 2020. 23 enfants (16 filles et 7 garçons) ont réussi à participer à ces sessions numériques.



SOUTENIR LES MÈRES EST ESSENTIEL POUR LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS

Les travailleurs sociaux ont maintenu un lien téléphonique avec les familles bénéficiaires du projet pendant le confinement. De nombreuses jeunes filles du secteur du divertissement, au chômage pendant cette période, ont déclaré se trouver dans une situation misérable.

Aux côtés de nos partenaires Child Nepal et Chhori, nous avons versé une première allocation d'urgence de 4 000 NPR (30€) à 175 de ces jeunes femmes en juin 2020 ; puis une seconde à 101 femmes.

Du mieux qu'ils pouvaient en cette année difficile, les travailleurs sociaux ont également maintenu les activités du projet. 62 femmes ont intégré un groupe d'épargne, développé au sein de la Maternelle de l'Espoir. Elles y économisent chacune 500 NPR/ mois (3,5€) et s'octroient des prêts principalement pour la poursuite de la scolarité des enfants à l'école primaire ou pour lancer des petites entreprises. Pendant le confinement, cette épargne a beaucoup servi pour assurer les besoins du quotidien.

Nous avons également organisé en 2020 un atelier d'une journée sur la gestion de ces groupes d'épargne pour expliquer leur intérêt, leur fonctionnement, les règles de gestion et de participation...42 membres y ont participé. Par ailleurs, 15 femmes qui ont trouvé le courage de sortir du secteur du divertissement ont reçu un accompagnement. 10 d'entre elles ont fait le choix de suivre une formation professionnelle en couture, 2 en esthétique et 1 en bureautique. Nous avons accompagné 2 autres femmes dans le lancement de leur commerce de leur épicerie.

Enfin, l'équipe de travailleurs sociaux s'est rendue dans 178 établissements du divertissement pour les rappeler à la loi, rencontrer les jeunes femmes, les informer de leurs droits et de l'existence de la Maternelle de l'Espoir. Nous avons par la suite rencontré 22 de ces jeunes femmes à titre individuel pour leur apporter un conseil psycho-social.

L'ENGAGEMENT DES HOMMES POUR METTRE FIN AUX VIOLENCES ENVERS LES FEMMES

En parallèle, dans la commune de Tokha à Katmandou, les hommes dits « modèles » que nous avons formé sur les questions d'égalité femme-homme et de violences de genre ont organisé deux ateliers en cascade pour sensibiliser leurs pairs à ces sujets de société. Suivi par 35 hommes et 18 femmes, ces temps d'échange se sont concentrés sur les problèmes de violences domestiques et les lois dans ce domaine, les bienfaits de l'égalité femme-homme et de relations familiales saines, la paternité et les soins à prodiguer à ses enfants.

GITA, 30 ANS, MÈRE DE LUGISA SCOLARISÉE À LA MATERNELLE DE L'ESPOIR :

"Je suis originaire de Dadelldhura, mais j'ai dû venir à Katmandou pour trouver un emploi. Je travaille dans un restaurant dohori (karaoké) dans le quartier de Gongabu. Je vis seule avec ma fille Lugisa qui a 5 ans. Et grâce à Child Nepal et Planète Enfants & Développement, elle peut désormais aller à l'école. Avant, je n'en avais pas les moyens. J'ai constaté des changements dans son comportement : elle est moins timide, moins seule, elle joue avec les enfants du quartier. De mon côté, j'ai assisté à des sessions d'éducation parentale. Même si je fais de longues journées de travail, ces séances m'ont fait prendre conscience qu'il est important que je trouve plus de temps pour m'occuper d'elle et lui faire des repas sains. Et j'ai entamé une formation d'esthéticienne avec le soutien du projet. J'ai bien l'intention d'ouvrir mon salon de beauté prochainement."

QUELQUES RÉSULTATS EN 2020

- 43 enfants accueillis à la Maternelle de l'Espoir
- 1 trimestre de classe virtuelle pour pallier la fermeture des écoles pendant la Covid-19
- 95 familles participantes aux sessions d'éducation parentale
- 276 femmes bénéficiaires d'une aide financière d'urgence pendant le confinement
- 62 femmes intégrées dans un groupe d'épargne
- 15 femmes en réintégration professionnelle
- 632 femmes informées et sensibilisées à leurs droits dans les établissements dits du "divertissement" (dont 22 femmes bénéficiaires d'un suivi psycho-social individuel)

POUR L'EMANCIPATION DES FEMMES ET LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES (SWAG)

EN BREF

- **Où ?** District de Dhading, 5 villages : Jogimara, Dhussa, Mahadevsthan, Gajuri et Pida
- **Quand ?** 2015 - 2020
- **Objectifs ?** Provoquer des changements de comportement positifs et contribuer à l'inclusion socio-économique des femmes les plus discriminées, pour renforcer leur protection et leur autonomie
- **Partenaires opérationnels ?** Prayas Nepal
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Agence Française de Développement (AFD), Fondation Pro Victimis, Fondation Blancmesnil, Fondation RAJA-Danièle Marcovici, Fondation UEFA for Children, Fondation Rainbow Bridge, Institut Robin des Bois, Fondation Abbé Pierre
- **Budget total du programme Népal ?** 620 000€ + 230 000€ pour l'internat pour les jeunes filles Chepang

Les Chepang sont l'une des minorités les plus pauvres et marginalisées du Népal. 10 000 d'entre eux vivent dans le district de Dhading, dans des zones de montagnes très reculées et difficiles d'accès.

Les femmes et les filles de cette ethnie sont couramment privées de leurs droits à l'éducation et de l'accès aux revenus de la famille. Les violences en tout genre font partie de leur quotidien. Mariées entre 11 et 15 ans et enceintes très jeunes, elles rencontrent souvent d'importants problèmes de santé physiques et psychologiques. Par ailleurs, la forte consommation d'alcool, en particulier chez les hommes, est l'une des causes principales de violences domestiques. Sans évolution de la situation, la majorité des filles sont condamnées à une vie d'insécurité.

Depuis 2015, Planète Enfants & Développement et Prayas Népal interviennent aux côtés des Chepang, pour promouvoir l'égalité, instruire les femmes, accompagner les familles dans leurs démarches administratives, économiques et sociales.

En 2020, les restrictions imposées par le gouvernement à partir du printemps pour limiter la propagation de la Covid-19 n'ont pas été sans conséquences pour les Chepang et pour nos équipes empêchées de se déplacer. C'est donc par téléphone que nous avons maintenu le contact avec la population.

Les présidentes, vice-présidentes et secrétaires des groupes de femmes qui se sont constitués ces dernières années avec notre soutien, ont ainsi suivi les populations pour leur promulguer des conseils et identifier les familles les plus à risques. 23 jeunes filles ont reçu une aide financière de 4000 Roupies Népalaises (30€) en août 2020 pour subvenir aux besoins essentiels de leur famille.



Malgré les contraintes de déplacements et le confinement, les travailleuses sociales ont fait de leur mieux pour maintenir un soutien direct aux familles.

Elles ont réussi à maintenir des visites à domicile pour aider les familles en difficulté à identifier leurs problèmes, leur fournir des conseils en termes d'éducation parentale, de gestion financière ou encore de santé, les orienter vers les services locaux compétents et des formations pour trouver des solutions durables.

Par exemple, lorsque une femme est enceinte, l'assistante sociale l'informe sur les consultations pré-natales, les vaccins et le centre de santé où se rendre pour effectuer son suivi de grossesse. Elles ont également appuyé 112 personnes dans l'obtention d'un certificat d'état civil, de naissance, de citoyenneté, de mariage ou encore de décès.

Elles ont aussi organisé 73 sessions de discussions avec les groupes de femmes de la communauté et 15 sessions dans des écoles, avec les adolescent.e.s, dans le respect des gestes barrières. Elles y ont notamment fait de la prévention en abordant les stades de développement de l'adolescence, les questions de santé reproductive et de mariage précoce.

Enfin, notre rôle reste de renforcer les capacités de nos partenaires pour les rendre autonome. C'est pourquoi nous avons accompagné les travailleuses sociales de Prayas sur la méthodologie à adopter pendant les sessions de sensibilisation et de prévention, sur la préparation de ces sessions et des visites à domicile. Forts de plusieurs années d'expérience aux côtés des Chepang, nous avons développé un manuel et une boîte à outils pour guider les jeunes filles et les femmes vers l'autonomie.

Nous avons également organisé des rendez-vous avec la municipalité, la police, les centres de santé ou encore des associations locales pour soulever les difficultés de la population, leur faire découvrir la boîte à outils et pousser les institutions locales à investir dans la résolution des problèmes.

UN NOUVEL INTERNAT EN CONSTRUCTION POUR LES JEUNES FILLES CHEPANG

Planète Enfants & Développement et son partenaire local Prayas Népal soutiennent depuis 2015 un foyer de jeunes filles géré par l'Association de la Communauté Chepang (ACC). Extrêmement vétuste, il ne répond plus à aucune norme sanitaire ni de sécurité. Nous avons donc lancé en 2020 la construction d'un nouvel internat, sur un terrain mis à disposition de l'ACC par les autorités locales de Gajuri.

La Covid-19 a repoussé le lancement de la construction. L'architecte n'a pu se rendre qu'en juillet à Gajuri pour finaliser les plans. Puis nous avons lancé l'appel d'offres auprès des constructeurs en septembre. Les jeunes filles devraient intégrer le nouveau foyer à la rentrée scolaire en juin 2021.



QUELQUES RÉSULTATS EN 2020

- 23 jeunes filles bénéficiaires d'une aide de 4000 NPR (30€)
- 201 adolescentes et 202 garçons participants aux séances de sensibilisation à l'égalité femmes-hommes dans les écoles
- 1 416 femmes et 150 hommes participants aux séances de discussion des groupes de femmes
- 44 visites à domicile pour accompagner les familles en difficulté
- 112 familles soutenues par des travailleurs sociaux, dans l'obtention d'un certificat d'état civil notamment

BURKINA FASO

"DES ENFANTS PROTÉGÉS ET ÉVEILLÉS,
DES FEMMES ÉMANCIPÉES"



EN QUELQUES CHIFFRES

20,32 millions d'habitants*

OUAGADOUGOU, la capitale

FRANÇAIS, la langue officielle

61 ANS d'espérance de vie*

L'année 2020 est marquée, comme partout dans le monde, par la pandémie de Covid-19. D'avril à juin 2020, le Burkina Faso a mis en place des mesures préventives strictes avec la fermeture de ses frontières, la mise en quarantaine des grandes villes, la fermeture des écoles et le télé-travail pour les grandes entreprises. A fin décembre 2020, on dénombrait officiellement près de 10 000 cas positifs et 109 décès.

En novembre 2020, les élections présidentielles couplées aux législatives se sont déroulées sans heurt malgré un contexte sécuritaire fragile et volatile marqué par les menaces terroristes. Plus que la Covid-19, c'est la prolifération des groupes armés et les troubles sociaux croissants qui impactent fortement le développement du Burkina Faso. **Des menaces et attaques ont entraîné les déplacements internes de plus d'1 million de personnes, notamment des femmes et des enfants.** Les groupes armés se multiplient dans le pays et la criminalité augmente dans les grandes villes.

- Taux de mortalité infantile : **59 pour mille***
- Taux d'inscription brut au pré-scolaire : **6%***
- Taux de scolarisation brut au primaire : **95%***
- Taux d'alphabétisation : **41%***
- Indice de développement humain : **0,452 / 1 → 182ème/189****
- Indice d'inégalité de genre : **0,594 / 1 → 147e / 162****

*(Banque Mondiale, 2019)

** (PNUD 2020)

-Taux brut de scolarisation : nombre d'étudiants scolarisés dans un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population de la tranche d'âge théorique qui correspond à ce niveau d'enseignement. Un taux de scolarisation brut élevé indique un degré élevé de participation, que les élèves appartiennent au groupe d'âge officiel ou non (Unesco)

-Indice de développement humain (IDH) : mesure le niveau moyen atteint dans trois dimensions : vie longue et en bonne santé, connaissances et niveau de vie décent (PNUD).

-Indice d'inégalité de genre : inégalités entre les hommes et les femmes dans trois dimensions : santé procréative, autonomisation et marché du travail (PNUD).

Le pays reste face à ses grands défis en matière d'éducation, d'alphabétisation, de santé et d'emploi des jeunes. 40 % de la population vit en situation de pauvreté. Le chômage atteint 19,4 % de la population active en milieu urbain et touche particulièrement les jeunes et les femmes. 71% de la population en âge de travailler n'est ni instruite ni alphabétisée.

Malgré la volonté de l'État de développer les services de Petite Enfance, les structures d'accueil et d'éveil des jeunes enfants restent rares et de mauvaise qualité, avec des personnels peu formés. Il existe une seule crèche publique dans tout le pays ouverte depuis peu à Ouagadougou.

L'inscription des enfants à l'école maternelle, importante pour leur développement et pour les préparer à leur entrée à l'école primaire, est loin d'être acquise. Seuls 6 enfants sur 100 vont à l'école maternelle.



Depuis 2010, PE&D soutient l'éducation préscolaire au Burkina Faso. L'association, qui a contribué à la création de 13 écoles maternelles, dont une école d'application, met aussi l'accent sur la qualité de la pédagogie pour réduire l'échec scolaire et permettre aux enfants de développer tout leur potentiel. Cela s'est traduit par :

- La création avec le ministère d'un guide méthodologique innovant pour améliorer les pratiques éducatives,
- La construction et l'équipement du centre d'éveil et d'éducation préscolaire d'application de Gaoua. C'est un centre de stage où les élèves instituteurs.trices en formation à l'Institut National de Formation en Travail Social (le seul du pays) peuvent mettre en pratique leurs connaissances avec les enfants
- La création d'une plateforme internet ressources pour les éducateurs du préscolaire : www/bop.fr
- L'expérimentation de jeux et jouets éducatifs locaux,
- La création d'une entreprise sociale de création, production et commercialisation de jeux et jouets locaux pour les enfants de 0-6 ans : BiiBop (<https://jouer-biibop.com>). BiiBop s'appuie sur un réseau de 10 artisans dont elle a renforcé les capacités.

PROJET

POUR DES SERVICES SOCIAUX ET D'ÉTAT CIVIL PERFORMANTS (PEPS)

EN BREF

- **Où ?** 85 communes dans 10 provinces de la Boucle du Mouhoun et du Centre Ouest
- **Quand ?** Février 2019 – Janvier 2022
- **Objectifs ?** Renforcer les services d'état civil, promouvoir la planification familiale et lutter contre les violences faites aux femmes en changeant les comportements et en renforçant les services publics
- **Partenaires opérationnels ?** Fondation Terre des hommes-Lausanne, Association Burkinabè pour le Bien-être Familial (ABBEF), Programme de Marketing social et de Communication pour la santé (PROMACO), Association des Municipalités du Burkina Faso (AMBF) et 10 organisations de base sélectionnées en 2019
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Union Européenne, Fondation Orange
- **Budget ?** 250 000€ pour le volet de PE&D (février 2019 – janvier 2022)

Le projet PEPS est géré par un consortium de 5 ONG dont la Fondation Terre des hommes-Lausanne est chef de file. Chacune des organisations met en oeuvre un ou plusieurs volets du projet, pour améliorer les services sociaux à destination des familles en difficulté et moderniser la gestion de l'État civil dans les régions de la Boucle du Mouhoun et du Centre Ouest du pays. Sur le principe des bénéfices en cascade, le projet doit améliorer les conditions de vie de 2 700 familles.

Les missions de Planète Enfants & Développement consistent à accompagner les familles en difficulté, à moderniser les centres d'état civil et à développer des « Ecoles des Maris » pour favoriser les démarches d'état civil, encourager la planification familiale et lutter contre les violences.

LA MODERNISATION DES SERVICES D'ÉTAT CIVIL



En janvier 2020, nous avons restitué aux autorités locales une étude réalisée fin 2019 sur les services d'état civil dans 39 villages et villes, avec les constats suivants : un système d'archivage physique inadapté pour faciliter la recherche documentaire, une absence d'archivage numérique et des agents d'état civil qui ne sont pas suffisamment formés. Pour améliorer la gestion de l'état civil, il est donc urgent de former les agents, d'équiper les centres en matériel informatique et de numériser les enregistrements.

Suite à cet état des lieux, la Direction Générale de la Modernisation de l'État Civil a élaboré des modules de formation pour ses agents, en collaboration avec PE&D. Puis nous avons formé en juillet 2020 un groupe de 11 administrateurs civils et 4 conservateurs d'archives, qui ont assuré en cascade les formations des 255 agents des deux régions à l'été 2020. Cette formation participative, très appréciée des agents, a permis d'aborder les normes juridiques et procédures relatives à la tenue, au classement, à la conservation et à la reconstitution des registres de l'état civil.

Nous avons également doté 40 communes de 2 armoires d'archivage par commune. Elles recevront également un ordinateur portable et une imprimante en 2021.

“

LE DIRECTEUR DE L'ÉTAT CIVIL DE KOUDOUGOU

« A l'heure actuelle, l'archivage des registres d'état civil est préoccupant. Il engendre d'énormes difficultés pour la recherche lors de l'établissement des jugements déclaratifs d'actes de naissance. En outre, les registres sont exposés aux intempéries. »

”

L'ACCOMPAGNEMENT FAMILIAL

En 2019, nous avons formé 10 associations locales à la méthodologie de l'accompagnement familial, dans l'objectif de soutenir près de 2800 familles en difficulté. Il s'agit désormais de soutenir les animateurs de ces associations dans le suivi de ces familles.

La Covid-19 ayant ralenti le rythme des activités, avec la suspension des missions sur le terrain pendant quelques semaines, ce volet a pris du retard. Les séances de sensibilisation pour identifier des familles dans le besoin ont dû être réduites à de petits groupes pour respecter la distanciation sociale.

L'ÉCOLE DES MARIS

En 2020, nous avons appuyé la constitution de 289 écoles des maris. Leur objectif est d'impliquer les hommes dans la promotion de la santé et l'abandon des violences de genre pour favoriser un changement positif de comportement au niveau communautaire. Les volontaires sont sélectionnés selon une liste de critères (tels que leur situation familiale, leur rôle reconnu dans la communauté, leur ouverture d'esprit, leur disponibilité....).

Chaque école des maris compte 12 membres, animée par un facilitateur, et se réunit une fois par semaine. On y aborde par exemple les problèmes d'hygiène et de santé dans la communauté, la santé sexuelle et reproductive, le planning familial, la nutrition des femmes enceintes et allaitantes, les actions de lutte contre les violences faites aux femmes...

Ces séances d'échanges permettent aux maris d'observer et d'identifier les hommes partiellement convaincus, chez qui une visite à domicile serait recommandée pour les accompagner spécifiquement. Des visites à domicile sont par ailleurs effectuées chez tous les membres, afin de les encourager à poursuivre leurs efforts.



ZOOM SUR LE VILLAGE DE BIYÉNÉ



Le village de Biyéne est difficilement accessible. Les réseaux téléphoniques y sont instables et l'électricité manque. De nombreuses familles y vivent dans une grande précarité. La plupart des enfants ne sont pas déclarés à la naissance. Avec le soutien de la Fondation Orange, nous avons en 2020 :

- électrifié le Centre de Santé et de Promotion Sociale et l'avons équipé d'une ambulance tricycle
- équipé le centre d'état civil
- remis des actes de naissance à 184 enfants
- doté les élèves en lampes solaires pour qu'ils puissent faire leurs devoirs à la maison
- équipé l'école de dispositifs de lavage de mains
- mené des activités de sensibilisation sur l'hygiène, l'état civil et les violences envers les femmes.

Ce projet bénéficie notamment aux 1 600 enfants du village.



PROJET

CRÉATION DU METIER D'ASSISTANTE MATERNELLE

EN BREF

- **Où ?** Communes de Oula, Tangaye et Ouahigouya (province du Yatenga dans le Nord) et communes de Pabré, Saaba, Tanghin-Dassouri, arrondissements 1,4 et 6 de Ouagadougou (dans le Centre)
- **Quand ?** Depuis 2018
- **Objectifs ?** Donner une opportunité aux femmes de se former, d'entreprendre, d'avoir un emploi qualifié et aux enfants de bénéficier d'un accueil de qualité
- **Partenaires opérationnels ?** Entrepreneurs du Monde (EdM), YIKRI, Association Féminine pour le Développement du Burkina (AFEDEB), Association pour la Promotion de l'Éducation des Jeunes Enfants au Faso (APEJEF), Association Femmes Unies pour le Développement (ASFUD), Association Esther Vision (EV), Coopérative Diocésaine d'Épargne et de Crédit, Association des Gardes Bébés (AGB)
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Union Européenne (UE), Agence Française de Développement (AFD), Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Fondation Société Générale, Groupe de l'OCDE pour la lutte contre la faim
- **Budget ?** Nord : 200 000€ - Centre : 630 000€

Pour répondre au problème du chômage qui touche particulièrement les femmes et les jeunes et au manque de structures de garde de qualité pour les enfants de moins de 3 ans, nous avons développé depuis 2018 un programme de formation diplômant au métier d'assistante maternelle, reconnu par l'État.

159 femmes formées et accompagnées vers l'emploi et l'entrepreneuriat

Fin 2019 et début 2020, nous avons formé 159 femmes dans la province du Yatenga, au Nord du pays. Ces femmes, âgées de 18 à 35 ans, ont été sélectionnées selon leur motivation et des critères de vulnérabilité (mères célibataires, divorcées ou veuves, déplacées de force par la menace terroriste, en sous-emploi, non scolarisées ou en échec scolaire).

A l'issue de 10 jours de formation théorique sur des thèmes comme l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, les activités de créativité et d'éveil, l'aménagement de l'espace d'accueil, la protection de l'enfance..., ces femmes ont bénéficié de 2 jours de formation à l'entrepreneuriat.

Puis 124 d'entre elles ont réalisé un stage de 3 mois dans des Services d'Éveil et d'Éducation du Jeune Enfant (SEEJE), pour mettre en pratique la formation reçue.

Sur les 136 femmes qui ont complété le cursus, 117 ont obtenu leur diplôme. C'est une grande fierté pour ces personnes qui n'ont jamais été à l'école ou qui ont connu l'échec scolaire.

Elles accèdent à une certaine reconnaissance sociale et sont en capacité de choisir un emploi digne, stable et rémunéré. Cette formation les aide également dans la vie de tous les jours pour gérer les priorités dans le budget de la famille.

Avec les associations locales sélectionnées pour mener ce projet, 96 femmes sont aujourd'hui accompagnées dans la création de leur micro-crèche et 17 dans leur insertion professionnelle au sein de structures existantes.



Dans un contexte de forte insécurité dans le nord du pays, doublé de la crise de la Covid-19, ces femmes, qui ont dû renoncer à une partie de leurs revenus issus de petits travaux, ont redoublé d'efforts pour achever leur parcours de formation.

Pour les aider pendant la crise sanitaire, nous avons versé à 150 femmes une allocation de 30€ pendant 4 mois.

SUR LES 136 FEMMES QUI ONT COMPLÉTÉ LE CURSUS, 117 ONT OBTENU LEUR DIPLÔME. C'EST UNE GRANDE FIERTÉ POUR CES PERSONNES QUI N'ONT JAMAIS ÉTÉ À L'ÉCOLE OU QUI ONT CONNU L'ÉCHEC SCOLAIRE.

UNE ÉTUDE DE MARCHÉ POUR ANALYSER L'OFFRE ET LA DEMANDE

Des structures d'accueil des enfants de 3 à 36 mois se développent dans le pays. Cependant, nombreuses d'entre elles connaissent des difficultés financières et emploient du personnel pas ou peu qualifié.

Afin d'accompagner au mieux les femmes formées dans le développement de leur micro-crèche, nous avons réalisé avec la Fabrique, en mars 2020, une étude de marché pour disposer d'un état des lieux de ces modes de garde et évaluer la demande existante et potentielle des familles dans les zones d'intervention. Au travers de questionnaires, d'entretiens individuels et de focus group, La Fabrique a interrogé 110 familles et 48 Services d'Éveil et d'Éducation du Jeune Enfant (SEEJE).

Il ressort que les SEEJE (des crèches, des systèmes d'entraide familiale, nourrices à domicile rémunérées ou logées chez la famille, nourrices ponctuelles sur les lieux de travail des mères ou encore gardes partagées) restent à un stade embryonnaire. A première vue, les parents expriment le besoin de faire garder leurs enfants, mais ils sont réticents à confier les plus jeunes à des inconnus et nombreux sont ceux qui ne connaissent pas la possibilité de confier leurs enfants en crèche.

Les répondants réticents qui évoquent les problèmes rencontrés pendant la garde de leurs enfants parlent de maltraitance, de disparitions des enfants dans les marchés ou lieux publics, du manque de formation des nourrices et monitrices, de lieux inadaptés (exigus, sans espace extérieur, mal aérés et éclairés). Ils attendent que les nourrices et assistantes maternelles soient très bien formées, près de leur lieu de travail ou de leur domicile. Ils précisent : « une personne qui garde des enfants ne doit pas faire ça pour seulement gagner de l'argent mais bien par amour des enfants ».



Les parents qui trouvent les SEEJE actuels trop chers se rabattent sur les membres de leurs familles ou le voisinage ; les structures peinent quant à elles à se développer.

Il s'avère également nécessaire de sensibiliser les pères de famille pour leur faire accepter que les mères délèguent la garde de leurs enfants.

Par des actions de communication et de sensibilisation dans la province, ce sont au total plus de 600 familles qui sont déjà sensibilisées aux bénéfices du développement de la Petite Enfance et à l'existence du métier d'assistante maternelle.

Enfin, nous avons lancé un cadre de concertation national public-privé sur le secteur de la Petite Enfance, animé par la Direction Générale de la Famille et de l'Enfance (DGFE) avec la participation de 68 SEEJE notamment, pour faire remonter les difficultés du terrain et favoriser l'adaptation du cadre légal de la Petite Enfance.

“

UNE JEUNE FEMME JUSTE DIPLÔMÉE EN JUIN 2020

« Nous sommes très heureuses car l'examen s'est bien déroulé. Mais le plus réjouissant, c'est de savoir que l'accompagnement va se poursuivre. Nous ne serons pas livrées à nous-mêmes après l'évaluation. Grâce à cela, plusieurs femmes sortiront de la misère. Merci. ».

”

QUELQUES RÉSULTATS EN 2020

- 117 femmes diplômées pour devenir assistante maternelle
- Une aide d'urgence versée pendant 4 mois à 150 femmes
- 600 familles sensibilisées aux bénéfices du développement de la Petite Enfance

PROJET

PLUS D'ENFANTS A L'ÉCOLE MATERNELLE POUR L'ÉGALITE DES CHANCES

EN BREF

- **Où ?** Ouagadougou
- **Quand ?** Depuis 2018
- **Objectifs ?** Soutenir des écoles et des familles pour faciliter l'inscription et l'assiduité des enfants en maternelle
- **Partenaires opérationnels ?** /
- **Baillleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Fondation Agir pour les enfants
- **Budget ?** 50 000€ (juillet 2018 – décembre 2021)

Planète Enfants & Développement continue de soutenir 9 écoles maternelles publiques (CEEP) dans les quartiers pauvres en banlieue de Ouagadougou pour les conduire vers l'autonomie. Les actions de communication menées par ces écoles dans les quartiers (telles des journées portes ouvertes, des temps de « causeries » éducatives, des distributions de prospectus et affichages publiques, ou encore les réunions de plaidoyer auprès des leaders d'opinion) ont porté leurs fruits puisque les inscriptions ont augmenté de 16 % à la rentrée scolaire.

Ainsi, 112 enfants très vulnérables ont été scolarisés (64 filles et 48 garçons), dont 52 nouveaux enfants.

La totalité des 49 enfants en dernière année de maternelle ont quant à eux bien rejoint l'école primaire. Pour encourager les inscriptions et l'assiduité, les écoles ont tenu leur promesse de ne pas augmenter les frais de scolarité. De notre côté, nous avons doté 655 enfants de tissu pour confectionner leur uniforme scolaire. Pour autant, le nombre d'enfants scolarisés n'a pas augmenté dans l'école de Nonghin.

Pour y remédier, nous avons soutenu l'école dans l'organisation d'un « arbre de Noël » après les fêtes de fin d'année, une occasion d'attirer les parents du quartier et d'entrer en communication. Néanmoins, l'emploi d'une nouvelle cantinière dans l'école de Nonghin en 2019 a permis d'assurer la distribution de goûters scolaires en 2020, après plus de quatre ans d'interruption.

L'école de Sakoula s'étant vu affectée une enseignante de l'Éducation Nationale, nous ne soutenons plus le salaire que d'une enseignante, à hauteur d'environ 61€ par mois pour le Comité de Gestion de l'Ecole. Nous versons également ce soutien à l'école de Daresalam pour l'emploi d'un.e enseignant.e et avons financé la réparation de leur forage.

Enfin, avec le soutien complémentaire de la Fondation APLE, nous avons réalisé des murs de clôtures pour les écoles de Bassinko et Kamboinsin. Ces murs représentent un enjeu important pour la confiance des parents et la sécurité des enfants, menacés par les animaux errants et les morsures de serpents.



QUELQUES RÉSULTATS EN 2020

- 9 écoles maternelles soutenues
- 112 familles bénéficiaires de bourses scolaires
- 655 enfants dotés de tissu pour confectionner l'uniforme scolaire
- 3 jardins scolaires pour sensibiliser 285 enfants à la nutrition
- 2 978 familles sensibilisées à l'importance de l'école maternelle

PROJET

DES ÉDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS FORMÉS ET OUTILLÉS AVEC BOP ET BIIBOP

EN BREF

- **Où ?** Sur tout le territoire
- **Quand ?** Depuis 2018
- **Objectifs ?** Former les éducateurs de jeunes enfants, proposer aux établissements pré-scolaires des jeux et jouets de qualité pour améliorer l'éveil et l'apprentissage des moins de 6 ans.
- **Partenaires opérationnels ?** Association pour la Promotion de l'Education de Jeunes Enfants au Faso (APEJEF), Institut National de Formation en Travail Social (INFTS)
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Agence Française de Développement (AFD), DCI-Monaco, Fondation Agir Pour Les Enfants, Institut Robin des Bois, Groupe de l'OCDE pour la lutte contre la faim, Fondation Anber
- **Budget ?** 757 000€ (avril 2016 – juin 2020)

LA FORMATION DES ÉDUCATEURS

En 2019, nous avons amorcé la formation des enseignants de l'Institut National de Formation en Travail Social (INFTS) qui prépare les instituteurs.trices de maternelle, des formateurs régionaux et des directeurs, éducateurs et moniteurs de la région Centre.

Nous avons poursuivi ce travail en 2020 : 132 directeurs d'écoles maternelles publiques de douze régions du pays, ont reçu une formation en janvier à Bobo Dioulasso et à Ouagadougou. Pour les aider à assurer leur rôle de formateurs à leur tour, en cascade, ils ont reçu les guides méthodologiques et les fiches pédagogiques développés au cours du projet, à distribuer à tous les enseignants de maternelles pour harmoniser les pratiques dans les écoles.



La plateforme collaborative bop.fr

Lancé en octobre 2018, le site internet www.bop.fr a poursuivi son ascension. Cette Boîte à Outils du Préscolaire (BOP), première plateforme numérique dédiée aux professionnels du préscolaire, leur apporte des contenus et des supports pédagogiques. Elle permet également des échanges entre les professionnels, les familles et tous les acteurs concernés par l'éducation préscolaire.

Si le site cible prioritairement un public burkinabé, il touche une audience beaucoup plus large puisque 50 % du trafic était issu d'autres pays en 2020 (Maroc, France, Canada, Côte d'Ivoire, Haïti, Sénégal...). 50 % du trafic pointe en 2020 vers les ressources pédagogiques téléchargeables par les enseignant.e.s, 20 % vers les fiches d'activités et 30 % vers les informations générales sur les enjeux du préscolaire. La page Facebook de la BOP compte quant à elle 915 abonnés.

Des jeux et jouets de qualité avec BiiBop

BiiBop, entreprise sociale de jeux & jouets conçus et fabriqués au Burkina Faso, officiellement lancée en avril 2019 et détenue à 40 % par Planète Enfants & Développement, poursuit son développement.

En février 2020, BiiBop a recruté une responsable communication à temps partiel, qui a rapidement conçu le catalogue des jeux et jouets éducatifs de la marque. En juin 2020, BiiBop a ajouté 8 nouveaux modèles à sa collection de 38 jeux et jouets.

Malgré 3 mois d'activité à l'arrêt au plus haut de la crise de la Covid-19, BiiBop augmente ses ventes et réalise un chiffre d'affaire de 22.296.490 FCFA (soit près de 34 000€). Des points de vente relais sont en cours d'identification dans le pays et des prises de contacts amorcées avec les directions régionales du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA/PLN).

QUELQUES RÉSULTATS EN 2020

- 132 directeurs d'écoles maternelles formés et prêts à former leurs enseignant.e.s
- 8 nouveaux modèles de jeux et jouets BiiBop disponibles pour l'éveil et l'apprentissage des tout-petits

PROJET

« MÉMOIRE D'ÉLEPHANT », POUR QUE LES ENFANTS APPRENNENT À SE LAVES LES MAINS

EN BREF

- **Où ?** Provinces de Gnagna et Komondjari : communes de Bilanga, Bogandé, Gayéri et Piéla
- **Quand ?** 2020 (suite du projet 2019 dans la province du Gourma)
- **Objectifs ?** Favoriser l'hygiène des enfants pour améliorer leur santé et leur assiduité à l'école.
- **Partenaires opérationnels ?** Direction Régionale, Direction Provinciale de l'Éducation Préscolaire, Primaire et Non Formelle (DPEPPNF) de la Gnagna et de la Komondjari, les mairies, les Circonscriptions d'Éducation de Base (CEB) des communes, les écoles primaires et l'association OCADES Fada.
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Unicef
- **Budget ?** 54 000 €

Le déploiement du projet Mémoire d'Eléphant dans 2 nouvelles provinces à l'Est du Burkina Faso a fait plus que sens en 2020, en pleine crise sanitaire de la Covid-19, pour faire appliquer les gestes barrières. Il convient de rappeler que seules 48 % des écoles du pays ont accès à l'eau potable.

Toujours selon la méthodologie dite Nudge (ou Coup de pouce), qui vise à améliorer de façon ludique et naturelle des comportements chez une personne, nous avons mis en place des dispositifs de lavage de mains attrayants, adaptés et durables dans 25 écoles de la province.

Nous avons construit les dispositifs fixes et mobiles baptisés « Uomo ». Ce sont les écoles, avec les enfants, qui ont réalisé leurs transformations (dessins, peintures, miroirs, etc) pour atteindre l'objectif du coup de pouce. Pour cela, nous avons élaboré et distribué un manuel de reproduction de la méthode, d'entretien et d'utilisation des dispositifs ; puis nous avons formé les enseignant.e.s.

Pour compléter, nous avons fourni les écoles en savons et kits de produits d'hygiène. Nous avons également élaboré des posters et mené des séances de sensibilisation dans les classes sur l'importance de se laver les mains.

Ce sont ainsi plus de 10 300 écoliers et 300 enseignant.e.s qui se protègent chaque jour contre les maladies dans les écoles. Nous avons commencé à observer le comportement des enfants pour analyser l'impact de la méthode coup de pouce. Il s'agit d'évaluer si le dispositif ludique encourage le fait de se laver les mains davantage.

Dans la Province du Gourma, nous avons notamment observé en 2019 que 87 % des enfants se lavaient les mains après être allés aux toilettes avec Mémoire d'Eléphant, contre 59 % sans le coup de pouce.



L'analyse de cette nouvelle expérience sera effectuée en 2021. Une fois encore, ce projet a remporté l'adhésion totale des écoliers et de leurs enseignant.e.s, impliquée.s dans l'animation et le suivi du projet via un groupe WhatsApp, mais aussi l'engouement et le soutien des autorités locales.

“

COMPAORÉ LASSANÉ, DIRECTEUR DE L'ÉCOLE DE PANTALOANA (VILLAGE DANS LA PROVINCE DE LA GNAGNA)

« L'aventure fut belle. L'expérience et la découverte furent énormes. Nous avons côtoyé des collègues de divers horizons. Nous avons passé ensemble et ce, en toute beauté, un trimestre riche en hygiène, en couleurs, collaboration harmonieuse à travers ce projet. Vivement que les acquis soient bénéfiques et que d'autres randonnées de cette trempe reviennent pour plus de bienfaits. Félicitations à PE&D et à toutes les écoles primées. On ne saurait occulter les efforts et la beauté conjugués dans les autres écoles. Bref, c'est tout le monde qui sort gagnant à travers LUOMO. »

”

QUELQUES RÉSULTATS EN 2020

- 25 écoles dotées de dispositifs pour se laver les mains
- Plus de 10 300 écoliers et 300 enseignant.e.s qui se protègent contre les maladies
- Des autorités locales impliquées dans la santé des enfants à l'école

PROJET

UN COLLEGE A Koubri POUR LUTTER CONTRE LE DÉCROCHAGE

EN BREF

- **Où ?** Commune de Koubri dans la Province du Kadiogo
- **Quand ?** Août 2018 – Décembre 2021
- **Objectifs ?** Favoriser le continuum pédagogique avec la construction d'un collège à proximité de l'école primaire
- **Partenaires opérationnels ?** Association Initiative Communautaire Changer la Vie/Nazemsé (ICCV-N), Mairie de Koubri
- **Bailleurs institutionnels et privés (hors donateurs individuels) ?** Fondation Agir Pour Les Enfants
- **Budget ?** 284 000€ (août 2018 – décembre 2021)

Comme toutes les écoles au Burkina Faso, le complexe scolaire de Koubri a fermé ses portes de mars en juin 2020 en raison de la Covid-19.

Cependant, la rentrée scolaire 2020-2021 s'est déroulée normalement et les travaux de cette 2e phase de construction se sont achevés sans retard.

A la rentrée scolaire, le collège a accueilli 97 enfants (dont 56 filles) : 52 élèves en 6e, 14 élèves en 5e, 14 élèves en 4e et 17 élèves en 3e. Les effectifs du collège sont en augmentation.

La 2e phase de travaux a enrichi le complexe scolaire :

- d'une cuisine équipée en voute nubienne (architecture ancestrale en terre crue), ainsi que de toilettes pour l'école primaire et le collège.
- d'un nouveau bâtiment composé de 2 salles de classes, d'une salle des professeurs et de toilettes pour le collège.



La livraison définitive est prévue dans un délai de 6 mois à compter de la date de réception provisoire, soit en début d'année 2021.

Par ailleurs, suite à un problème d'accès à l'eau dans le collège, nous l'avons raccordé au moyen d'un forage solaire et d'un réservoir d'1m3 équipé en robinetterie.

Les prochaines étapes en 2021 seront de construire et d'équiper la bibliothèque, de lui installer des toilettes et d'organiser des activités pédagogiques, puis de bâtir un mur de clôture pour le complexe scolaire, d'intégrer des enfants vulnérables dans les effectifs, et d'impliquer la communauté, les professeurs et la municipalité dans le fonctionnement de l'école.



La commune de Koubri fait face à de multiples défis pour assurer la poursuite scolaire des enfants

- le nombre d'écoles primaires a augmenté mais les collèges et lycées manquent ou sont trop éloignés des domiciles des élèves.
- les cantines scolaires peinent à s'approvisionner toute l'année. Elles doivent trouver des solutions économiques, tout en proposant des repas équilibrés.
- les enfants ne disposent d'aucune activité éducative extra-scolaire dans la commune.

C'est dans ce contexte que Planète Enfants & Développement a accepté en 2018 la mission que lui a confiée la Fondation Agir pour les Enfants, déjà partenaire de l'association, de construire un collège à Koubri pour favoriser la continuité éducative, d'établir une cantine et une bibliothèque communale. Le nouveau collège se situe donc juste à côté de l'école primaire dans le village de Napagting-Gounghin.

LAOS



PROJET

VERS LA PROTECTION SOCIALE DES PLUS PRECAIRES (PAÏ)

Planète Enfants & Développement a travaillé pendant 16 ans au Laos (entre 1987 et 2003), sur des programmes de pédiatrie et de santé sexuelle & reproductive principalement. Forts de cette expérience, nous avons décidé en 2019 d'explorer la mise en place d'un nouveau projet dans ce pays, proche du Cambodge et du Vietnam où nous intervenons, et où les droits de l'Enfant sont mis à mal. Cependant, si les besoins en matière de développement de la petite enfance sont importants, un projet de soutien psychosocial s'est rapidement imposé.

Le Laos est en effet classé parmi les pays les moins avancés du monde. 23% de sa population vit sous le seuil de pauvreté selon la Banque Mondiale. Les fruits de la croissance sont très inégalement répartis et la pandémie a aggravé la situation sociale et économique des foyers les plus vulnérables. Malgré les intentions affichées par le gouvernement, les filets de sécurité n'existent pas encore.

Avec ce projet, dont nous souhaitons démarrer les activités en 2021, il s'agit d'accompagner des familles dans la précarité à Vientiane (dans le district de Sangthong) : leur donner les clés pour s'adapter suite à la crise de la Covid-19, les orienter et les mener vers plus d'autonomie dans la résolution de difficultés plus structurelles (problèmes de santé, économiques, psychosociaux, d'accès à l'éducation, d'inégalités de genre, administratifs).

FRANCE



En 2020, notre action de plaidoyer en France s'est focalisée sur deux thématiques : la défense des droits de l'enfant et la lutte contre la traite des êtres humains.

DÉFENSE DES DROITS DE L'ENFANT AU CÔTÉ DU GROUPE ENFANCE

Planète Enfants & Développement a rejoint en 2018 le Groupe Enfance, un collectif de 19 ONG qui s'engagent au quotidien en France et dans le monde pour faire respecter les droits des enfants.

Nous partageons la conviction qu'une attention constante et soutenue aux enfants et à leurs droits constitue un levier puissant pour amorcer un cercle vertueux et atteindre les objectifs de développement durable et de paix. Le Groupe Enfance est engagé dans trois missions : influencer les décideurs politiques ; renforcer les capacités des acteurs de la solidarité internationale ; sensibiliser et mobiliser le grand public à la réalisation des droits de l'enfant.

En 2020, le Groupe Enfance a notamment diffusé une note appelant l'État français à s'assurer d'une meilleure effectivité des droits de l'enfant dans sa politique internationale et à prendre des mesures spécifiques pour répondre à la crise COVID-19 (en portant une attention particulière aux enfants les plus vulnérables). Le Groupe a également appelé le Président de la République, dans une lettre ouverte, « à passer de la Convention aux Actes et à impulser une véritable politique transversale pour les droits de l'enfant. »

<https://www.groupe-enfance.org/>

LUTTE CONTRE LA TRAITE DES HUMAINS

« L'expression « traite des êtres humains » désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace ou le recours à la force ou d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes. »

Depuis 2010, Planète Enfants & Développement fait partie du Collectif "Ensemble contre la traite des êtres humains", aux côtés de 28 associations. Ce collectif plaide pour l'identification et la prise en charge des victimes de traite en France et lutte contre la marchandisation des personnes.

En 2020, le Collectif participe notamment au suivi de la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe contre la traite.

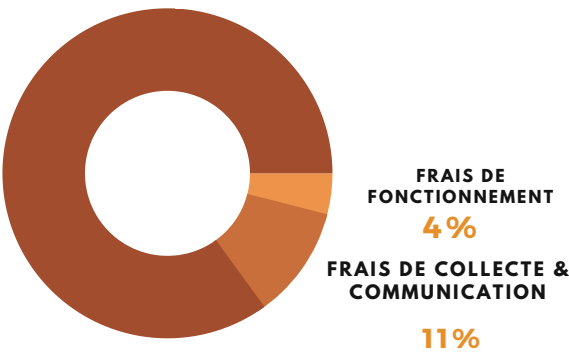
<http://contrelatraite.org/>

LES COMPTES 2020

A fin 2020, le résultat net de l'association, bien que déficitaire, marque de nouveau une nette amélioration par rapport à 2019. Le résultat d'exploitation est presque à l'équilibre (-1.56 K€ vs -80K€ en 2019), malgré le report d'activités sur certains projets résultant des mesures liées à la Covid-19. Cette amélioration est le résultat d'une stratégie lancée en 2018, qui porte ses fruits en 2020, tant dans la collecte de dons privés que dans l'obtention de nouveaux contrats publics.

EMPLOIS

MISSION SOCIALE 85%



Cette année est marquée par une augmentation de plus d'un tiers des dépenses (+35%) : + 39% pour les dépenses mission et +16% pour les dépenses de fonctionnement et de développement des ressources. Comme prévu, le ratio mission/ fonctionnement a retrouvé son équilibre 85/15 en 2020, ce qui reflète l'absorption des investissements en recherche de fonds lancés depuis 2018.

Dépenses €	2020	2019
MISSIONS SOCIALES		
Cambodge	816 262	694 855
Burkina Faso	657 794	444 139
Népal	170 299	279 959
Vietnam	222 003	214 258
Laos	14 890	0
Coordination multi-pays	140 709	70 343
France	5 603	19 434
Fonds dédiés	463 584	71 525
FRAIS COLLECTE & COMMUNICATION	323 582	266 023
FRAIS FONCTIONNEMENT	109 830	106 105
Ajustement	111 009	
	3 035 088	2 166 641
Résultat de l'exercice	- 13 369	- 70 090
TOTAL	3 022 196	2 096 551

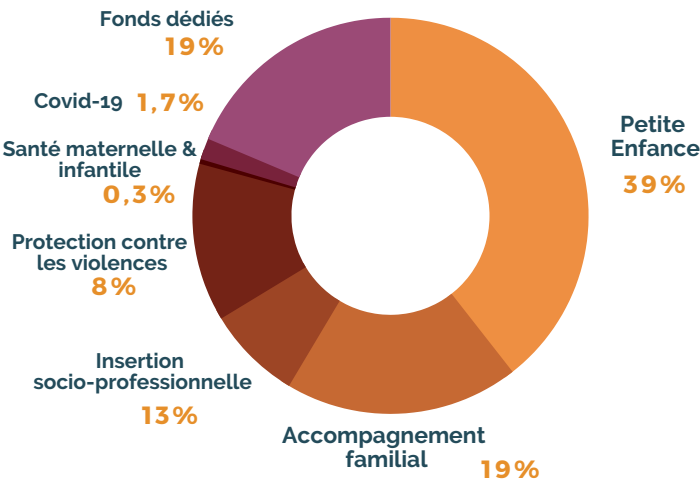
LA MISSION SOCIALE

La part des dépenses consacrée à l'éducation et au Développement de la Petite Enfance (DPE), ainsi que celle consacrée à l'accompagnement et l'amélioration des conditions de vie des familles restent majoritaires. Mais l'ensemble des thématiques d'intervention sont en croissance. Des actions directes ont été apportées aux familles vulnérables pour les soutenir face à la Covid-19.

Au niveau des pays, la croissance des activités se reflète surtout au Burkina Faso et au Cambodge. En revanche, l'année 2020 marque la fin d'un projet de lutte contre les violences faites aux femmes au Népal et la naissance, retardée du fait de la Covid-19, de nouvelles activités en Petite enfance. Ce qui explique principalement la baisse de volume des dépenses dans ce pays. Enfin, on peut souligner l'augmentation des frais de coordination avec le recrutement d'une experte Petite Enfance et d'une coordinatrice au siège pour assurer la qualité de la nouvelle Convention Programme PE.

La Covid-19 a perturbé le bon déroulement des activités en 2020. Elle a particulièrement ralenti la mise en œuvre des nouveaux projets dans les domaines de l'éducation et du DPE. De ce fait, une part non négligeable des financements de 2020 est reportée en 2021, générant des fonds dédiés à hauteur de 16% des dépenses totales (hors exceptionnels).

Répartition des dépenses de Mission Sociale

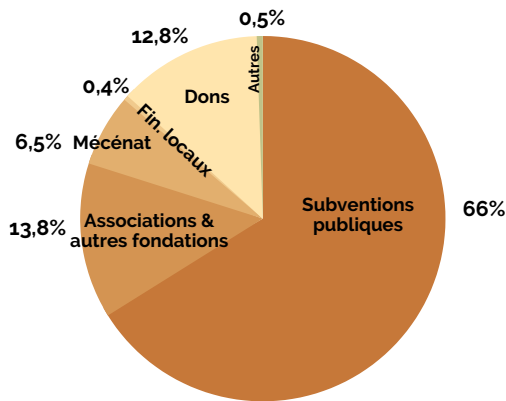


Nos projets sont audités et évalués par des cabinets indépendants.

FRAIS DE DÉVELOPPEMENT ET DE FONCTIONNEMENT

Les frais de fonctionnement restent relativement stables, PE&D n'a pas engagé de nouvelles dépenses cette année. En revanche, les dépenses de développement des ressources sont supérieures à 2019 pour les raisons suivantes. D'une part, nous comptons sur une année entière les postes recrutés en 2019 (Collecte de dons & communication, ainsi que Partenariats financiers). D'autre part, nous poursuivons nos investissements sur des campagnes de recherche de fonds, avec un démarrage dans le champ du digital, pour suppléer les campagnes de recrutement dans la rue (Face à Face), suspendues en raison de la Covid-19.

RESSOURCES



66% DE FONDS PUBLICS / 34% DE FONDS PRIVÉS

En 2020, les produits ont notablement augmenté par rapport à 2019 (+39%).

Cette hausse s’explique principalement par le démarrage de plusieurs projets financés par l’Union Européenne : notamment au Burkina Faso, avec le projet d’appui à l’entrepreneuriat de jeunes femmes (assistantes maternelles) et au Cambodge avec le projet de mise aux normes de 100 écoles maternelles communautaires (100 CPS), ainsi que le projet de développement des crèches dans les villages (CBCC) financé par la Banque Mondiale. Une partie de ces projets est également intégrée à la convention-programme « Investir dans la Petite Enfance » financée par l’AFD et déployée dans l’ensemble des pays d’intervention de PE&D.

Globalement, la part des fonds publics a nettement augmenté en 2020 et représente 66% des financements disponibles.

BILAN SIMPLIFIÉ

ACTIFS	2020		2019	
	Montant Brut €	Dépréciation €	Montant Net €	Montant Net €
ACTIF IMMOBILISÉ	45 084	30 979	14 105	122 691
Immobiliations incorporelles	3 832	3 832	-	495
Immobiliations corporelles	28 895	27 147	1 748	114 003
Immobiliations financières	12 357	-	12 357	8 193
ACTIF CIRCULANT	6 134 243	39 561	6 094 682	1 263 357
Stocks et encours	2 869	-	2 869	3 550
Créances	4 610 010	39 561	4 570 449	230 907
Disponibilités	1 520 394	-	1 520 394	1 025 790
Charges constatées d'avance	971	-	971	3 110
TOTAL	6 179 327	70 539	6 108 787	1 386 048

Globalement, le bilan montre une forte augmentation du fait de la réforme du plan comptable des associations et organismes sans but lucratif en 2020. Les créances en valeur brute s’élèvent à 4 610K€ au 31/12/2020 contre 231K€ au 31/12/2019. Avec 40K€ de provisions constituées sur ces créances, elles s’élèvent en net à 4570K€ fin 2020. Cette variation importante provient essentiellement d’un changement dans la façon de présenter les subventions à recevoir : à compter de l’exercice 2020, les subventions et contributions financières sont comptabilisées en totalité dès leur notification. Les créances incluent donc désormais le solde à recevoir de 17 contrats sur les 21 en cours au 31/12/2020, pour un montant de 4 361K€. Ce changement de méthode entraîne également l’augmentation des produits constatés d’avance.

Ressources €	2020	2019
COLLECTÉES AUPRES DU GRAND PUBLIC		
Dons	368 610	332 690
Legs, donations, assurances-vie	0	15 182
Autres	15 379	36 741
AUTRES FONDS PRIVÉS		
Mécénat d'entreprises & fondations	185 426	118 689
Associations & autres fondations	395 987	570 496
Financement locaux	12 221	4 656
SUBVENTIONS PUBLIQUES	1 842 843	932 414
Ajustement année ant.	0	1 350
Fonds dédiés	71 525	68 933
Produits financiers	2 882	6 841
Produits exceptionnels	127 323	8 559
TOTAL	3 022 196	2 096 551

En volume, les dons privés sont en hausse de +12% ; ce qui résulte de la poursuite des investissements réalisés sur la collecte (notamment le recrutement de donateurs réguliers en face-à-face démarré en 2018).

Le développement de la générosité du public est nécessaire pour faire croître les fonds associatifs de PE&D. Ces fonds propres constituent notre trésorerie et sont indispensables pour financer des imprévus, des activités sur nos projets et réaliser des investissements. Ils nous apportent une autonomie indispensable à toute organisation de la société civile.

Nos comptes sont audités et certifiés par le cabinet KPMG. Le rapport moral des commissaires aux comptes, ainsi que le détail des éléments financiers sont disponibles sur notre site planete-eed.org, rubrique Documents et publications.

PASSIF (avant répartition)	2020 €	2019 €
FONDS PROPRES	224 801	238 171
Fonds associatifs sans droit de reprise	300 000	300 000
Report à nouveau	- 61 829	8 261
Excédent ou déficit de l'exercice	-13 370	-70 090
PROVISIONS	-	-
FONDS DÉDIÉS	463 584	71 525
DETTES	5 420 402	1 076 352
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 714	24 789
Dettes fiscales et sociales	176 541	65 015
Autres dettes	2 975	2 905
Produits constatés d'avance	5 194 172	983 643
TOTAL du passif	6 108 787	1 386 048

Au 31/12/2020, les subventions des contrats en cours pour les années à venir représentent 5 194K€, dont 80% pour l’éducation et le Développement de la Petite Enfance.

Les fonds propres associatifs, diminués du déficit de l’exercice, s’élèvent à environ 225K€, totalement mobilisables depuis la vente de la maison d’Egarande. Cette dernière impacte les immobilisations brutes, qui diminuent de 312K€ en 2020.

Les fonds dédiés correspondent à la quote-part des financements affectés à l’année 2020 et non dépensés au 31/12/2020 du fait des restrictions liées à la Covid-19 qui ont conduit au report d’activités. Ils s’élèvent à 464 K€ (contre 72 k€ au 31/12/2019).



NOS PARTENAIRES

OPÉRATIONNELS ET FINANCIERS EN 2020



MERCI À TOUS NOS PARTENAIRES POUR LEUR COLLABORATION ET LEUR SOUTIEN INDISPENSABLES !



PARTENAIRES OPÉRATIONNELS



PARTENAIRES FINANCIERS

LES PARTENAIRES PUBLICS



PARTENAIRES FINANCIERS

LES PARTENAIRES PRIVÉS



PARTENAIRES EN NATURE ET MÉCÉNAT DE COMPÉTENCES



GOUVERNANCE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est élu par l'Assemblée Générale à qui il soumet ses décisions stratégiques et ses bilans. Ses 12 membres se réunissent 4 à 6 fois par an.

LES MEMBRES DU BUREAU



EMMANUELLE BOURGUEIL
PRÉSIDENTE

Créatrice d'entreprise
dans l'économie circulaire



GRÉGORY DOUCET
VICE-PRÉSIDENT

Maire de Lyon



ELISABETH KIMMERLIN
TRÉSORIÈRE

Consultante pour jeunes entreprises
et professeur d'entrepreneuriat & innovation



ARNAUD BARENTIN
VICE-TRÉSORIER

Directeur financier UCPA



SOPHIE GANEAU
SECRÉTAIRE

Enseignante retraitée

LES ADMINISTRATEURS



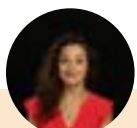
COLOMBE CRETIN

Juriste et Directrice
de BiiBop



CÉLINE DOMERC

Consultante en marketing
AZC Marketing



EMILIE LEVY

Directrice de clientèle Agence
Proches



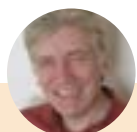
CLAIRE MORGEN

Consultante indépendante
auprès d'associations



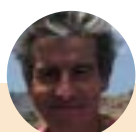
KEVIN O'SULLIVAN

Créateur d'une entreprise
d'aluminium



PAUL PATTE

Enseignant retraité



XAVIER PIGNÈDE

Responsable Achat BuyIn

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée Générale compte 2 490 adhérents en 2020. Elle se compose de membres bienfaiteurs et membres acteurs. Les membres bienfaiteurs sont les personnes à jour de leur cotisation annuelle dont le montant est fixé par décision du Conseil d'Administration.

Les membres acteurs sont des membres bienfaiteurs qui adhèrent aux statuts et qui déploient une activité bénévole au sein de l'association ou apportent tout concours financier. Pour être acteurs, les membres doivent en faire la demande et être agréés par le Conseil d'Administration.

ÉQUIPES EXÉCUTIVES

AU CAMBODGE



NATHALIE DUPONT	CHANTHY CHHEUN
SEBASTIAN CAPIETTO	SAM OL NEANG
IENG YIM	FRANÇOIS COMETS
SREY MOUY LANG	SOPHORS MAO
ROSE LEROUX	SOTHEAROS KHUN
PIERRE LARNICOL	SOPHAL SAMBATH
JEAN-BAPTISTE DOUILLET	SAMBOR KHIV
REASA ROS	SAMNANG CHHUON
BORIN CHAU	HÉLÈNE MARTINOT
	SOVANNARITH SOK

AU VIETNAM



MARJORY WACHTEL	ISABELLE BARREAU
JULIA LEVIVIER	LINH NHU NGUYEN AN
SEBASTIAN CAPIETTO	DUONG DO HUNG
GIANG PHAN THU	TIEN VO TI MINH
LE HUYEN	THÀO HUYNH XUAN
TAI NGUYEN ANH	TRAN DUY HOA
VY TU PHUONG	MARINE BILLARD

AU NÉPAL



STÉPHANIE SELLE	KUMAR KHADRA
MAYA G. VERBIST	BUDDI SHRESTA
	CLAIRE HELLUIN

AU BURKINA FASO



ESTELLE DAHANI JURE	ESTELLE ZONGO
ALPHONSE TIAMOGO	INÈS SAWADAGO
ARNAUD TOUGMA	APOLLINAIRE SANTI
OLLOH GILBERT DAH	BASSIAKA DIARRA
MOUSTAPHA OATTARA	FRANÇOISE NARE
EDMONDE IDANI	

FRANCE



VÉRONIQUE JENN-TREYER	SYLVIE MORIN MIOT
STÉPHANIE SELLE	LOUIS PIETERS
ELISABETH MINEBOIS	SÉPHORA LUKAU
FRÉDÉRIC MONIOLLE	NOLWENN DESCHARD
DIANE GARANGEAT	GÉRALDINE MASSUELLE
LAURENCE NAIL	HENRIETTE LOIZEAU
FABIENNE TAINURIER	HÉLÈNE BARCADATS

BÉNÉVOLES



UN GRAND MERCI À TOUS NOS BÉNÉVOLES ET STAGIAIRES POUR LEUR SOUTIEN PRÉCIEUX. PARTICULIÈREMENT À SOPHIE, NELLY ET CATHERINE !

LES FAITS MARQUANTS

2020

JANVIER

VIETNAM

Nous commençons l'année par une session de sensibilisation à la nutrition à Hồ Chí Minh Ville.

Au programme : échanges, débats, chiffres clés sur la malnutrition et préparation de repas équilibrés avec les familles.



FÉVRIER

CAMBODGE

Notre équipe réunit les ouvrières-éducatrices des usines textiles qu'elle a accompagnées pendant 3 ans, à Phnom Penh. L'occasion de mettre à l'honneur leur précieux travail de sensibilisation sur la santé maternelle et infantile auprès de leurs collègues ouvrières. Grâce à notre projet, 9800 ouvrières du secteur textile au Cambodge ont pu bénéficier d'un service de planning familial, d'un suivi de grossesse mais aussi de séances de sensibilisation aux règles d'hygiène et de nutrition.

Avec l'inauguration d'une nouvelle école maternelle, nous clôturons une phase de notre projet Petite Enfance dans le pays en présence du Ministre de l'Education cambodgien Hang Chuon Naron.

BURKINA FASO

On parle de notre approche innovante et de nos dispositifs de lavage de mains « Mémoire d'Eléphant » dans le journal télévisé national burkinabé le 4 février.



MARS

NÉPAL

Nous lançons la traduction, en langue locale, des messages d'informations sur les gestes barrières à destination des populations isolées comme l'ethnie Chepang à Dhading pour se protéger de la Covid-19.

MAI

BURKINA FASO

Nous célébrons lors d'une cérémonie de remise des diplômes les 117 premières femmes du pays formées au métier d'assistante maternelle.

VIETNAM

Après 3 mois de fermeture des écoles, nous retrouvons les étudiants pour des séances d'échanges sur les sujets de société qui les préoccupent au sein du projet Imagine.

AVRIL

NÉPAL

5 ans après le séisme qui a touché 8 millions d'habitants et tué plus de 9000 personnes, Stéphanie Selle alerte sur les conséquences de la Covid-19 au Népal dans un article publié par L'Obs.

JUIN

FRANCE

Malgré la Covid-19 qui nous empêche de nous retrouver, notre équipe réunit 5 131€ lors de la Course des Héros pour la construction d'un nouvel internat pour les jeunes filles Chepang au Népal.

JUILLET

NÉPAL

Nous remettons une aide financière à 299 femmes au Népal, fortement touchées par le chômage pendant le confinement de la Covid-19.

18 enfants reçoivent leur diplôme à la Maternelle de l'Espoir. Ils sont prêts pour l'école primaire.

LES FAITS MARQUANTS

2020

AOÛT

VIETNAM

Nous diffusons les résultats de l'évaluation menée par le cabinet Archipel sur 9 ans de travail aux côtés des bénéficiaires, des partenaires et des autorités locales à Ho Chi Minh Ville. Parmi les résultats : 1 028 familles accompagnées par des travailleurs sociaux, 9 838 enfants suivis lors de bilans de santé, 426 jeunes vulnérables soutenus dans leur insertion professionnelle.

CAMBODGE

Notre grand projet pour l'éducation des enfants en maternelle au Cambodge se poursuit depuis janvier 2020. Mais ce n'est que le 4 août, retardés par la Covid-19, que nous avons pu réunir toutes les parties prenantes à Phnom Penh. Co-animé par notre partenaire Bandos Komar, cet événement a permis de partager nos défis communs pour les 2 300 enfants concernés d'ici 2022.

OCTOBRE

BURKINA FASO

Nous installons des dispositifs de lavage de mains « Mémoire d'Eléphant » dans 25 écoles de l'Est du pays avec le soutien de l'Unicef.

DÉCEMBRE

CAMBODGE

Planète Enfants & Développement reçoit la médaille de bronze des Prix mondiaux de l'Habitat 2020 pour son projet d'amélioration des habitats et des conditions de vie dans les quartiers pauvres de Phnom Penh (Hali). Ce prix international récompense chaque année les projets d'habitats les plus remarquables et innovants.

FRANCE

Le 22 décembre, nous fêtons la fin d'année avec une trentaine de sympathisant.e.s lors d'un événement culinaire virtuel animé par Mathieu Bourdoiseau, participant d'Objectif Top Chef.

SEPTEMBRE

VIETNAM

PE&D organise la cérémonie de remise des diplômes des 3 étudiantes qui ont terminé leur apprentissage dans le salon de manucure La Nails.



NOVEMBRE

BURKINA FASO

Nous remettons des certificats de naissance à 260 « enfants fantômes » dans le village de Biyénié.



FRANCE

A l'heure où 150 millions d'enfants supplémentaires risquent de tomber dans l'extrême pauvreté suite à la crise de la Covid-19, sans accès à l'école, à l'eau, à la santé, nous rappelons le 20 novembre avec le Groupe Enfance la nécessité de faire respecter leurs droits.

4 PAYS / 4 PHOTOS

2020



LES PERSPECTIVES

2021

L'année 2021, contre vents et marées

Nous sommes heureux d'avoir tenu nos promesses en 2020, malgré la pandémie qui bouleverse notre monde.

En 2021, le « monde d'après » se fait attendre, mais nous allons continuer à naviguer contre vents et marées, pandémie et terrorisme qui fragilisent nos pays, car les besoins des enfants, eux, n'attendent pas.

Sur la lancée des projets ouverts en 2020, en particulier notre ambitieux programme multi-pays pour la Petite Enfance, les équipes de PE&D et de nos partenaires locaux vont continuer à déployer les activités de formation des enseignants et des assistantes maternelles, d'éducation parentale, de renforcement des écoles maternelles et de création de crèches.

Un nouveau partenariat avec les Apprentis d'Auteuil va nous conduire vers les familles très démunies de cinq de leurs pays d'intervention. Ensemble, avec leurs cinq partenaires locaux, nous allons créer une méthodologie de travail social inspirée de leur « maison des familles » et de notre « accompagnement familial ». Et nous aiderons ces partenaires à mettre en place leur propre maison des familles.

La mission de Stéphanie au Laos portera ses fruits, puisque nous espérons lancer en fin d'année un projet d'aide sociale à Vientiane.

Toujours dans la protection des plus vulnérables, l'Union Européenne nous a sélectionnés au Vietnam pour mener une action visant à identifier, protéger et réintégrer les enfants victimes de trafic ou à risque.

Et nous continuerons nos activités pour aider les femmes à vivre dans un environnement sans violence et dans le respect de leur dignité, à Ho Chi Minh, à Phnom Penh et en zone rurale au Burkina Faso.

En France, l'association restera active dans les réseaux d'ONG, en particulier le Groupe Enfance. Les formations données à l'IRTS de Neuilly sur Marne pour les éducateurs de jeunes enfants seront à nouveau l'occasion de faire comprendre et partager notre expérience pour lutter contre les inégalités, en intervenant dès le plus jeune âge.

Enfin, Planète Enfants & Développement souhaite réfléchir à la création d'un projet en France, pour répondre aux nouveaux défis des parents urbains, en les ouvrant sur les pratiques que nous connaissons dans nos pays. Une nouvelle aventure en gestation ...

Nous sommes tellement reconnaissants de la confiance que nos partenaires financiers et nos donateurs nous accordent. Nous ferons équipe pour atteindre nos objectifs en 2021, contre vents et marées, pour que nos enfants grandissent dans un monde meilleur.

Merci !



VÉRONIQUE JENN-TREYER

DIRECTRICE DE PLANÈTE ENFANTS & DÉVELOPPEMENT



« Les êtres humains exercent sur la planète un pouvoir qui n'a jamais été aussi écrasant. Face au Covid-19, aux températures records et aux inégalités croissantes, il est temps d'utiliser ce pouvoir pour redéfinir ce que nous entendons par progrès »

ACHIM STEINER,
ADMINISTRATEUR DU PROGRAMME DES NATIONS
UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD).

"36 ANS D'EXPÉRIENCE POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE TOUS LES ENFANTS"



www.planete-eed.org



Planète Enfants & Développement (siège)
53 Boulevard de Charonne
75011 Paris, France
Tel : 00 33 (0) 1 53 34 86 32
Email : siege@planete-eed.org

Planète Enfants & Développement Népal
P.O.Box:8975,
EPC 493 Lalitpur, Nepal

Planète Enfants & Développement Vietnam
The gold view building - Room A3-04A-14
Tower A3- floor 3A
346 ben van don street -Ward 1- District 4
Ho Chi Minh City, Vietnam
Tel : 00 84 (0) 28 35 12 63 23

Planète Enfants & Développement Burkina Faso
Zone du bois, Rue Boar Ganga 13, Porte 265,
3ème étage 02 BP 5577 Ouagadougou 02 -
Burkina Faso
Tel : 00226 25 36 28 88

Planète Enfants & Développement Cambodge
#9AB St 446, Sangkat Tuol Tompoung 1, Khan Chamkar Mon
Phnom Penh, Cambodia
Tel : 00 855 232 12 196